

CENTRE DE RECHERCHE
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

octobre 1977

Informations

N° 16_4F

rassemblées à

LYON

et la région

RHONE

ALPES

JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIRE

DOSSIER MALVILLE...

LE RÊVE SUPRÊME DU GRAND PATRIOTE



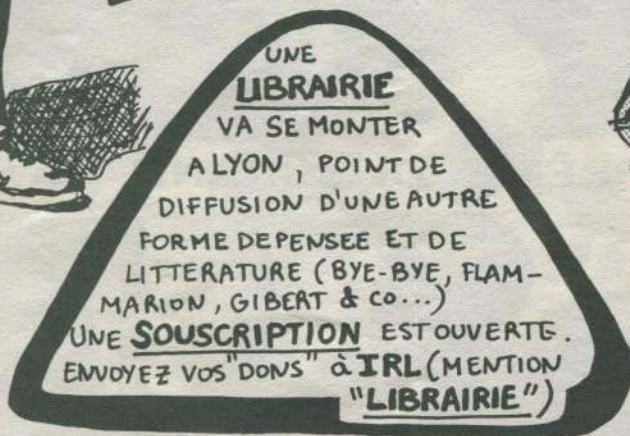
Janin

**IRL: 13 RUE PIERRE
BLANC**
69001 LYON



LES PERMANENCES
d'**IRL** et du Centre
de documentation
ont lieu le Samedi,
de 14h à 18h au
local de l'ACLR,
13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

COMMUNIQUE



N'oubliez
PAS DE VOUS
(RE-) **ABONNER!**
Les Renseignements
(général) sont au
dos d'**IRL**

FÊTE de la LIBRAIRIE
elle aura lieu le **Samedi 5 novembre 1977**
au **C.C.O** (Centre Culturel Oecuménique) (près de)
28 rue Courteline à Villeurbanne (la DOUA)
de 14 heures à (tard le soir). Débats, projections,
audiovisuel l'après-midi. Chansons, musiques, danses
le Soir.

FREE THE MURRAYS

Coincée entre quelques rues commerçantes et quelques maisons grises délabrées, une rue barrée des deux côtés portant le nom paradisiaque de « Green street » (rue verte). C'est dans cette rue qu'est installée la Special Criminal Court. Le 25 avril au matin : le procès bis de Marie Murray.

Deux flics nous refusent d'abord l'entrée de la rue, j'étais en compagnie d'une copine française et de deux membres du Murray Defence Committee, sous prétexte que le tribunal est plein. Aux copains qui leur déclarent : « la dernière fois aussi la salle était remplie, mais remplie de policiers », l'un d'eux répond agacé : « c'est ce qu'on m'a dit. Partez maintenant ».

Changement de tactique : on revient cinq minutes après « on a eu un avocat au bout du fil vous n'avez pas le droit de ne pas nous laisser entrer dans la mesure où le procès est public ». Décontenancé, il joint par talkie-walkie ses collègues et finalement, après quelques hésitations, nous laisse entrer.

On est dans la rue. De chaque côté - un soldat nerveux, armé d'une mitraillette, âgé d'environ 17-18 ans (tout ça ça fait beaucoup pour un soldat !) - récemment, lors d'un procès d'un type de Belfast accusé d'avoir semé quelques bombes incendiaires dans les grands magasins de Dublin un soldat a été blessé par « son copain de régiment », dont l'arme est parti accidentellement.

Les barrières devant le bâtiment lui-même sont ouvertes par deux ou trois flics. Dans le hall d'entrée, passage au détecteur, fouille rapide (même les clefs du copains ont été confisquées à récupérer à la sortie) tout ça fait par les flics en uniforme. A côté un inspecteur prend les noms, adresses, professions. Enfin, au premier étage dans la galerie publique vide, bien vide, à part les premiers rangs occupés par une dizaine de policiers en uniforme de chaque côté : un supérieur (!!).

Tout au long du procès, le public sera très clairessemé, les « réguliers » se compteront sur les doigts des deux mains (même en incluant les parents de Noël).

En bas, de nombreux inspecteurs en civil. Trois juges - la trinité - le Président assisté de deux juges, coiffés d'une perruque courte poudrée (remarque d'un des deux avocats français présent le premier jour du procès, membre de la Ligue des Droits de l'Homme : « l'atmosphère de mort est encore plus forte que dans la justice française ») qui vont saint siéger pendant sept jours (le verdict sera annoncé le mardi suivant en fin d'après-midi).

Les premiers jours seront consacrés aux témoins de l'accusation, les derniers aussi. Ce sera une succession de témoignages des employés de la banque attaquée, de jeunes garçons sur la scène de la fuite (dont l'un contredira joyeusement les témoignages précédents en parlant de deux femmes et deux hommes, aucune femme ne ressemblant physiquement à M. Murray) et surtout de membres de la Garda (police irlandaise - on a pris la précaution de traduire « civil » en gaélique - toute ressemblance avec...) et autres inspecteurs.

Les premiers jours, on sera baladé (ou plutôt Marie) dans un peu tous les endroits de la banque au parc où le flic Reynolds a été tué, le tout entrecoupé de dépositions discordantes (la voiture ayant servi à la fuite, possédant les qualités propres à un caméléon, le nombre de personnes, leurs proportions physiques) et du matracage des pièces à conviction (perruques, billets de banque, armes, sacs...). Sans oublier, omni-présente la pièce à conviction (j'



allais dire l'accusation, excusez m'sieurs les juges), les aveux rédigés de M. Murray, extorqués on ne sait comment. On gribouille pas mal dans les commissariats irlandais, on s'amuse aussi avec les emprunts digitales, on se blesse aussi quelquefois dans l'escalier. On a eu droit, en tout cas au procès, à tous ceux qui avaient arrêté les Murray chez eux, tous ces flics qui d'ailleurs patiemment les attendaient à l'intérieur et qui - miracle - trouvèrent une arme et des munitions cachées sous le matelas.

La fin du procès fut consacrée à des discussions d'experts, notamment de balistique, où la défense a démolli les thèses (?) de l'accusation (nature de l'arme et précision). C'est probablement sur une de ces bases là que M. Murray fera appel au verdict commuant la peine de mort en prison à perpétuité.

Grâce à une distinction juridique subtile entre « Capital murder » et « plain murder » (meurtre simple), les trois n'ont aucun doute : M. Murray a bien tué Reynolds membre de la Garda, mais il n'y a aucune preuve faisant penser qu'elle savait qu'il était flic (puisqu'il était en civil et n'était pas dans l'exercice de sa fonction).

Le procès était fini. On pensait (et la défense représentée par trois avocats avait basé son argumentation là-dessus) qu'il durerait encore une semaine supplémentaire, mais il fallait peut-être couper court, pousser le dernier mot d'autorité. Pendant toute la durée du procès, Marie encadrée d'une femme flic et d'un autre flic restera calme. A la fin du procès, après la lecture du verdict, « elle quittera son box en faisant un petit signe de main aux parents de Noël » (les journaux - ceux-là même qui l'avait qualifié de « self-confessed anarchist » pensez donc avoir encore l'affront de l'avouer...)

Sans vouloir me présenter en garant scrupuleux de la vérité et en amoureux fou du moindre détail, il me semble néanmoins que la présentation faite du « cas Murray » dans le numéro treize d'IRL (page 23) est entaché d'inexactitudes et quelques fois même de grossières erreurs. Notamment en ce qui concerne le traitement infligé au « certain monsieur R. Stenson ».

D'abord reprenons un peu la chronologie des faits. « Dee Keane, et C. Longnon... » n'ont pas été arrêtés après l'attentat contre l'institut espagnol à Dublin - personne d'entre eux n'a été accusé d'y avoir participé - bien que toutes les raisons aient été réunies pour les soupçonner, aucune preuve n'a pu être fournie.

C. Longon a été accusé de possession d'armes (pistolet). Il vient de sortir de prison il y a une semaine, quelques jours après le re-avènement du Fianna Fail aux élections du 16 juin. (voir les articles du Monde sur les élections en Irlande). Cela dit sans relation de cause à effet, après trois ans et quelques mois (le dernier quart de la peine lui étant gracieusement offert « pour bonne conduite » à l'intérieur des locaux). D. Keane, cinq ans pour « conspiracy », ses empreintes digitales ayant été relevées sur une boîte à fromage contenant un détonateur. La boîte se trouvait dans un garage loué par Noël Murray perquisitionné par les flics.

B. Cullen a été accusé de différentes charges, notamment l'attentat à « Iberia » et de « transfert » de fric provenant de banque de prêts (Noël étant accusé d'en avoir reçu). Tous étaient plus ou moins connus de flics, outre leur adhésion au Sinn Fein (IRA officiel), ils avaient (Longmore et Noël Murray) participé à la destruction du mat et du drapeau américain en 1971 à l'ambassade de Dublin.

Les perquisitions de 1975 l'ont été parmi les noyaux anarchistes de Dublin (il ne faut pas exagérer leur nombre) parmi des sympathisants et aussi parmi le mouvement provo (IRA provisoire).

Ronan Stenson a quitté l'IRA en 1972. Sensiblement à la même époque ou un peu plus tard, les Murray faisaient de même, en tout cas ils se connaissaient déjà quand ils étaient membres du Sinn Fein. R. Stenson se considère comme anarchiste (il est ridicule de dire qu'aucun lien politique ne les unit) et a participé à de nombreuses actions avec les Murray (sur les mêmes bases politiques).

Après avoir passer environ un an et demi en tôle il a été libéré en janvier de cette année après un autre jugement (à coups de subtilités juridiques pour ne pas aborder le problème des tortures qu'il a subies, le tribunal arguant qu'il avait été légalement arrêté mais non légalement détenu). Si bien sûr, il s'est trouvé dans un état lamentable après ses interrogatoires, il a récupéré depuis et n'est pas « à moitié fou » (selon les termes de l'article), même s'il a tenté de se faire transféré à l'hôpital psychiatrique de Dundrum (quartier de Dublin). C'était pour d'autres raisons : il était plus facile de s'y évader, d'autres l'avaient déjà fait.

Il est parti ensuite, en février mars, en Hollande et en Allemagne « exposer son cas » à l'invitation du comité d'Irlande. Depuis ce temps là Marie Murray a obtenu un second procès, transformant la peine de mort initiale en condamnation à perpétuité. Elle a été transférée à la prison de femmes de Limerick. Elle a fait appel au jugement, en tout cas cet appel ne sera pas considéré avant octobre au plus tôt. Noël est toujours maintenu dans la prison militaire du Curragh, (une quarantaine de cellules prévues au départ pour les soldats mis aux arrêts, les deux tiers sont occupées) Il est évident que le soutien qui leur est accordé, eux et les autres, est assez faible. Celà les flics le savaient pertinemment, ils ne se seraient pas attaqué au Sinn Fein ou même aux provoc qui bénéficient encore d'un soutien aux causes plus ou moins troubles - mélange de tradition républicaine et de sympathie pour les héros et les martyrs l'un n'allant pas sans l'autre - .

Le « comité de soutien aux Murray » continue, bien qu'il se demande actuellement comment et sur quelle base il peut développer son action. Le courrier ou autre peut toujours être envoyé à leur adresse (l'adresse des parents de Noël Murray Defence Committee 155 Church road CELBRIDGE Co. Kildare Irlande.) A signaler que récemment ils viennent de recevoir Basta.

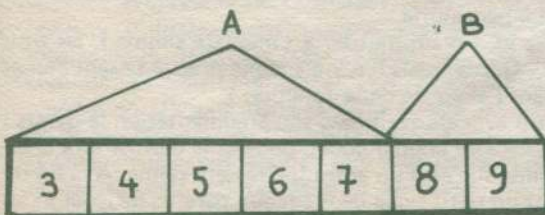
Aux Urnes Citoyens: la peine de Mort

Tester votre appartenance à un courant politique. Comment ? OUI correspondra à un point; BLANC correspondra à deux points; NON correspondra à trois points. Faites la somme des points et vous saurez dans quelle zone politique vous vous situez.

- 1 - La peine de mort doit être maintenue dans tous les cas où son application est prévue par la loi.
- 2 - Elle doit être limitée aux meurtres d'enfants.
- 3 - Elle doit être remplacée par une condamnation à perpétuité sans recours en grâce ni remise de peine.

Solutions:

- 1 - Si vous êtes en zone A : Vous êtes pour la peine de mort, ou pour cette mort lente dont le gouvernement envisage l'instauration (à perpétuité sans recours possible) on y retrouve les idées de la droite extrémiste ou éclairée.
- 2 - Si vous êtes en zone B : vous adhérez pleinement à l'abolition systématique de la peine de mort, et vous pouvez éventuellement envisager une réclusion rigoureuse mais avant tout, vous pensez que ce sont les causes de la délinquance qu'il faut éliminer; vous êtes à gauche.



(le matin 1^{er} août 77)

LES FAUCONS PELERINS

Les faucons pèlerins sont menacés, comme plusieurs autres espèces animales, par les pesticides qui rendent les couples stériles ou les coquilles des œufs très fragiles, les braconniers qui revendent les œufs ou les poussins aux fauconniers et les dérangements divers : photographes ou alpinistes souvent inconscients de la gêne qu'ils provoquent, aménagements ou transformations du site naturel (promontoire transformé en belvédère).

On essaie de faire face sur les trois points, mais le problème des pesticides est tenace. Il reste en France pour quatre ans de stocks de DDT et la rémanence de ce produit est de 17 ans.

Dans les régions les plus touchées, les couples n'ont qu'un ou pas du tout de jeunes; les effectifs sont stationnaires ou regressifs, comme en Allemagne et dans les régions cultivées de France et d'Europe.

Par contre là où les couples ont deux ou trois jeunes (régions semi-montagneuses) il faut veiller à ce qu'il n'y est pas de nouveaux sites sans surveillance d'une année sur l'autre, tout en étant discret pour ne pas ébruiter les nouvelles aires.

Chaque année donc, du début mars jusqu'à la fin mai, il faut garder les falaises habitées par les pèlerins pour empêcher le « désairage ».

Depuis le 12 mars, on est en permanence au dessus et au dessous de la falaise où s'est installé un des derniers couples de France, dans une région assez préservée du jura. On observe les allées et venues des touristes suspects et celles des différents oiseaux qui peuplent le coin. On en profite pour herboriser, pour manger des légumes sauvages et pour apprendre des tas de choses en suivant « le grand livre de la nature ». Dans quelques semaines, les petits qui sont maintenant éclos s'envoleront et notre boulot sera fini pour cette année.

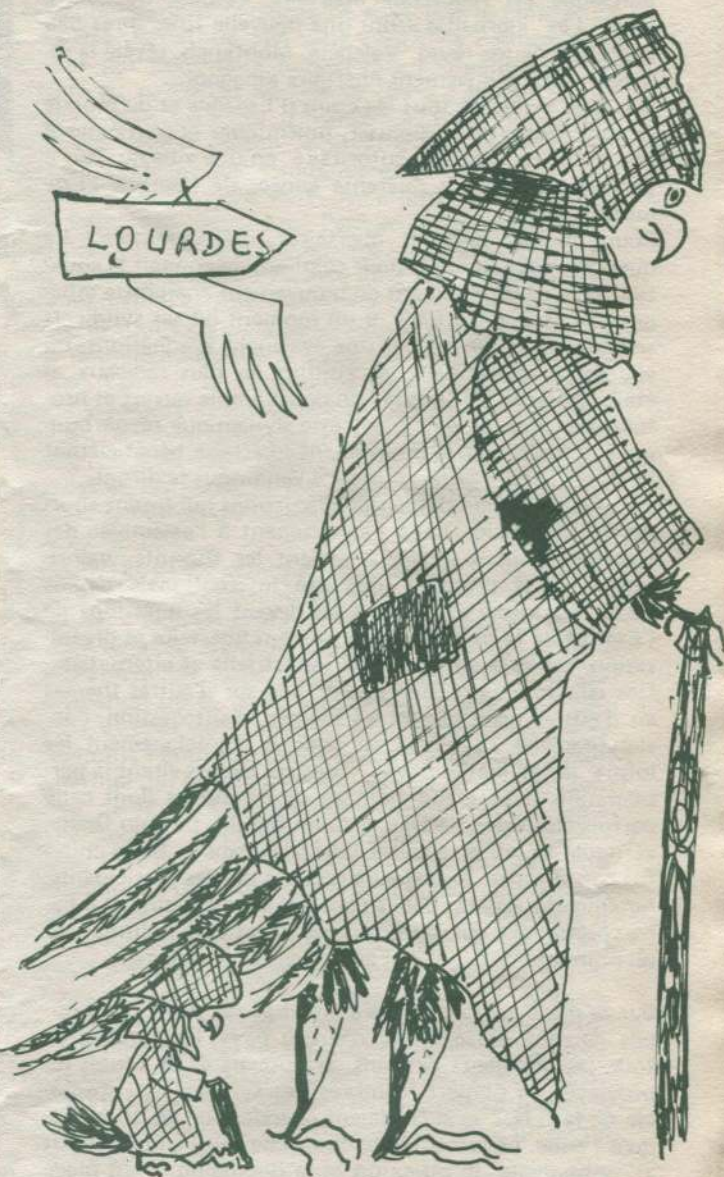
On ne sait pas encore si la bouffe sera remboursée car les subventions vont à un organisme plus « sérieux » que le notre, le « fond régional d'intervention rapace » qui lui ne fait pas de surveillance car ces messieurs en costard ne coucheraient pas sous la tente quand ils neige.

Par contre le FRIR a un projet à la hauteur de la grandeur de la science. Avec des dérogations et l'appui du ministère de l'environnement, ces messieurs prélèvent les œufs de quelques couples choisis afin de provoquer une deuxième ponte dite de remplacement qui peut bien ne pas avoir lieu.

Les œufs placés en couveuse éclosent et les jeunes vont grossir les rangs des pèlerins captifs, mais cette fois pour « la bonne cause », car c'est pour tenter la reproduction en captivité qui n'a jamais réussi à ma connaissance.

Voilà comment le faucon-pèlerin devient faisan d'élevage. Evidemment ces travaux coûtent cher. C'est pourquoi quand les subventions arrivent jusqu'au bas des falaises pour soulager un peu les chômeurs que nous sommes, il ne reste pas grand chose quand il reste quelque chose, ce qui n'est pas évident pour l'instant.

Si je fais ce boulot là, ce n'est pas par esprit scout, c'est avant tout pour les pèlerins qui n'ont jamais rien demandé à personne et que j'aime voir évoluer dans les airs encore longtemps et à jamais.



Puis ça nous fait du bien de nous désintoxiquer pendant deux mois et demi et on apprend tellement de choses qu'on se couche un peu moins bêtes chaque soir.

En tout cas, s'il y a des gens que ça intéresse s'adresser à :

Jacqueline et Claude Espinasse « groupe des jeunes naturalistes de Mouthier » route nationale 25920 MOUTHIER.

**ou bien au rédacteur de cette bafouille
Bernard Gilbert 9 rue P. Semard 25000
BESANCON**

22-25 Juillet : Journées Libertaires Internationales-Barcelone

Retrouvant le bouillonnement des années révolutionnaire Barcelone est redevenue libertaire, l'espace de quatre jours. Les « jornadas » ont une nouvelle fois, après San Sebastian de los reyes, Valencia, Montjuich, révélé la renaissance du mouvement libertaire espagnol.

Des gens venus de tous les coins d'Espagne et du monde se sont réunis pour discuter, polémiquer et participer à une immense fête anti-autoritaire, en une ville qui peu à peu ressuscite après quarante années de fascisme et de mort.

Pourquoi des journées libertaires internationales ? La question peut se poser pour celui qui méconnaît la situation et le développement du mouvement anarchiste espagnol. Mais pour la CNT, à un moment où ses syndicats se trouvent débordés par une avalanche d'adhésions, où elle est présente dans les conflits les plus radicaux, il était opportun de susciter un débat ample ouvert et profond qui aille de pair avec cette dynamique révolutionnaire. La CNT et le mouvement libertaire bénéficièrent ils de ce débat ? Seuls les mois à venir nous le diront.

Les quatre grands thèmes de discussions qui furent abordés au ciné Saló Diana (appartenant à l'assemblée des travailleurs du spectacle), étaient les suivants : **valorisation de la pratique libertaire internationale depuis 1936, marxisme et anarchisme devant les questions de l'Etat et de la politique, mouvement libertaire et organisation, critique de la société industrielle et alternatives.** Des débats plus réduits eurent lieu sur d'autres thèmes en d'autres lieux. Parmi les thèmes : l'autogestion, l'anti-militarisme, l'écologie, les femmes, l'enseignement, les loisirs, les jeux et le travail. Tous ces débats virent la participation d'un grand nombre de personnes dont celle parfois contestée de Daniel Cohn-Bendit. Le Saló Diana, véritable sauna et enclave libertaire dans le Barrio-chino fut pris d'assaut à plusieurs reprises par les participants, notamment lors du débat consacré au marxisme et à l'anarchisme face aux questions de l'Etat et la politique ; à tel point que le débat dut avoir lieu en deux locaux.

Sur la place cenrale du parc Guëll et sur scène, les groupes de rock espagnols et d'autres pays, les groupes de folk, les chanteurs catalans, aragonnais et de toutes les provinces, la plupart membres des syndicats du spectacle de la C.N.T se succédaient chaque jour de 16 H jusqu'à l'aube. Le samedi et le dimanche soir l'ambiance fut exceptionnelle, la réflexion et la discussion firent place au défoulement. Des milliers de gens dansaient, des pyramides humaines s'élevaient, pendant ce temps-là, dans les allées autour de la place centrale, on pouvait se laisser aller au milieu des stands des différents syndicats, des comités régionaux, des « Ateneos Libertarios », des collectifs de quartiers et des organisations libertaires d'autres pays. On pouvait y trouver un tas de choses hétéroclites, du T-shirt C.N.T, aux pâtisseries catalanes en passant par les journaux, revues, livres, auto-collants, posters, sandwiches, chemises, brevages aphrodisiaques, vin de Malaga, etc...



A un autre endroit du parc, une scène était spécialement réservée aux troupes de théâtre, aux mimes, aux marionnettes. Au coin video était retransmis avec un léger décalage les débats du Saló Diana, alors que pas loin de là, un écran était installé au milieu d'une clairière où étaient projetés plusieurs films réalisés par la « Coopérative de Ciné Alternatif », et le « collectif de cinéma de classe », notamment.

Le quotidien des jornadas : « Barcelona Libertaria » était vendu sur les ramblas en fin de matinée et à différents points de la ville, afin de donner des informations sur le déroulement de la fête et le contenu des débats.

La police armée ne fut pas absente durant ces journées, elle intervint à deux reprises contre des membres du comité « Pro-Pesos » de la C.N.T qui s'enchaînèrent pacifiquement place San Jaime pour exiger l'amnistie totale. De même que lors de la dernière journée, pendant la manif spontanée partie de la Diagonal (grande artère de Barcelone) et réclamant l'amnistie pour tous les droits communs, après les révoltes dans les prisons de Carabanchel, la Modelo de Barcelone, Hesperias, Puerto de Santa Maria... 500 personnes environ se heurtèrent rapidement aux « gris » (police armée), élevèrent des barricades puis se dispersant pour éviter les charges et les balles de caoutchouc et se retrouvant en d'autres endroits durant plusieurs heures...

Ces jornadas auront démontré une nouvelle fois la force et les capacités de la C.N.T et du mouvement anti-autoritaire espagnol ; la presse a parlé d'un demi million de personnes, à mon sens elle n'est pas très loin du compte... Ces journées auront également démontré que des gens lorsqu'ils en ont la possibilité, sont capables de créer et d'imaginer dans une totale liberté. Le seul regret que l'on peut avoir c'est que le caractère démonstratif de ce rassemblement ait pris le pas sur le caractère offensif. Comment se fait-il que le dernier jour, 500 personnes seulement participèrent à la manif pour l'amnistie totale ?

Ceci dit, le plus important maintenant c'est de maintenir l'esprit des journées, afin de ne pas perdre le terrain conquis. Cet espace de communication et de vie que fut le parc Guëll, doit être préservé, le combat doit continuer en Espagne (et en France ? note du bureau 43) pour conquérir de nouvelles parcelles de liberté.

Texte non signé et diffusé lors des journées internationales libertaires de Barcelone: SUR L'AMNISTIE TOTALE.

Après la crise politique vécue par le régime post-franquiste dans son étape de transition vers la « démocratie » les partis politiques, maintenant légalisés, d'autres en voie de l'être, se relancent dans la campagne pour l'amnistie. Depuis juillet 1976 jusqu'à aujourd'hui, un nouvel élément est entré en jeu : le détenu de droit commun lutte pour l'amnistie à l'intérieur des prisons. Lorsqu'il prend la parole, il est torturé, massacré et assassiné, par ce même Etat qui aujourd'hui est disposé à octroyer l'amnistie politique. Durant quarante années, les lois pénales espagnoles ont été conçues et adaptées à la défense des intérêts économiques capitalistes. L'importante répression qui s'exerce sur ceux qui comirent et commettent des délits objectivement mineurs, constituent une justification pour mettre au point des institutions qui offrent une apparence d'ordre et d'autorité qui politiquement conviennent au régime. L'impunité dont bénéficient de nombreux gangsters aux gants blancs montre à qui servent les lois et le fait que les prisons soient pleines uniquement des gens des classes les plus basses montre par là même pour qui sont faites réellement ces lois.

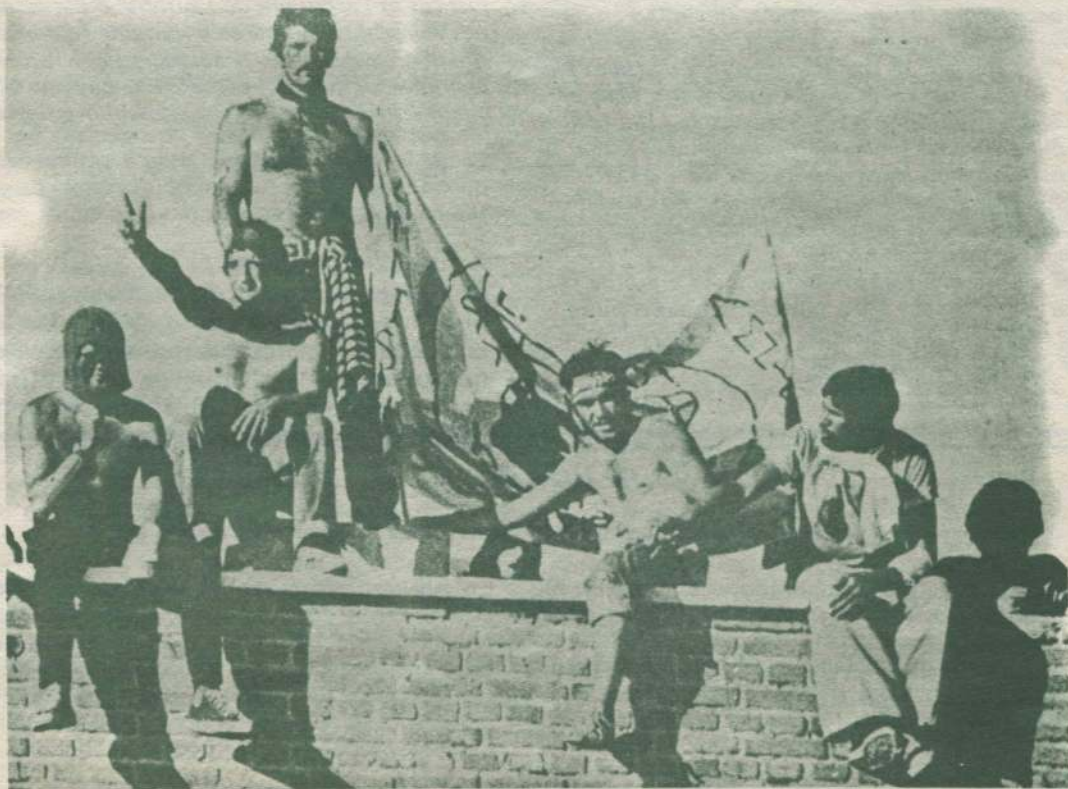
Mais ce que ne peut pas se permettre le capitalisme, c'est que ceux qui volent, détournent, violent, blessent ou tuent se révoltent. Leur situation de marginaux, le milieu ambiant où ils sont nés et ont vécus, leur origine sociale, forment l'activité logique de leur subsistance. Le détenu de droit commun ne se retrouve pas privé de liberté en conséquence d'une option libre et choisie entre diverses possibilités, mais parce qu'il fait partie d'une catégorie sociale écartée par tout le reste de la société que ce soit à n'importe quel niveau de participation dans les engrenages sociaux. Ces engrenages dans la société capitaliste, qu'elle soit dictatoriale ou démocratique, sont destructeur de la personnalité de telle façon que c'est cette

même société, qui est incapable de trouver des arguments valables pour intégrer ces couches marginales. Ainsi ceux qui réclament aujourd'hui l'amnistie pour obtenir la reconnaissance des libertés démocratiques, pour qu'on ne punisse pas le « politique », se taisent devant les événements des différentes prisons espagnoles : Carabanchel, Modelo, Ocaña etc... ceci nous montre bien à quel changement social ils aspirent. N'est elle pas politique la cause des délinquants de droit commun ?

Nous sommes contre la prison et nous luttons pour son abolition. La prison est un moyen de contrôle qui sert, joint à d'autres moyens de contrôle (lois, école, syndicats, famille, travail...) à perpétuer la société actuelle. Quand nous attaquons par n'importe quel moyen l'ordre établi de cette société, nous sommes emprisonnés. Communs et politiques, nous sommes emprisonnés parce que nous désertons cet ordre social.

Ainsi, dans un certain sens, la distinction entre communs et politiques disparaît, tant du point de vue du pouvoir que du point de vue révolutionnaire. Carabanchel et Rocca ont attaqué cet ordre et les deux luttes ont été réprimées. Carabanchel s'est soldé par des morts et des blessés après que le pouvoir ait nié toute possibilité d'auto-organisation des prisonniers. Rocca a réalisé le même processus dans une usine. Toutes deux se retrouvent dans la transformation radicale de la société actuelle.

Sans tenir compte de tout cela, notre lutte pour l'amnistie pourrait reproduire en nous l'idéologie démocratique. Penser que dans la société actuelle il peut y avoir une justice juste et ne pas voir que c'est une justice de classe, penser qu'il pourrait y avoir liberté quadrillée, encadrée et ne pas voir que tant qu'il y a le pouvoir il n'y a pas de liberté. Penser que la démocratie est une alternative à la dictature et ne pas voir que dictature et démocratie sont les deux formes distinctes d'une même dictature : celle du capital.



Pour un peu plus de Sérieux

« Moi militer? Ca va pas!... Bon nombre de ceux qui se réclament des idées libertaires sont effrayés ou éclatent de rire quand on leur parle de militantisme... »

Ce qui précède a été écrit dans le numéro 15 d'IRL. Ca m'a semblé absurde et même dégradant pour un camarade d'utiliser un journal libertaire pour ridiculiser ceux, jeunes ou vieux, qui ayant la foi dans les idées ont sacrifié leurs loisirs et même leur argent à répandre les idées d'émancipation sociale en éduquant, par les journaux, les tracts, les brochures et la parole. Car militer c'est cela. Que ce soit dans le mouvement syndicaliste, à la libre pensée, aux groupements politiques ou dans les groupes anarchistes.

Voir des camarades un jour par semaine rien que pour bavarder et peu être parce que ce soir là la copine est absente, n'est pas utile pour l'ensemble d'un mouvement quel qu'il soit. Il l'est dans la mesure où les rencontres créent des liens de camaraderies qui permettent de remplir des tâches d'un centre culturel ou du groupe anarchiste. Est-ce que adhérer à un groupe anarchiste ou à un centre culturel n'est pas une tâche militante? Je sais bien qu'il y a des camarades qui adhèrent sans vouloir assumer aucune tâche ni responsabilités, en laissant aux autres le travail. Généralement celui qui a accepté d'être le secrétaire se dévoue, fait le travail pour tous, jusqu'au jour où fatigué et critiqué il abandonne.

Le camarade (je veux croire qu'il l'est) qui avec cynisme se moque des militants, n'a pas compris que s'il n'y avait pas eu le militantisme la société n'aurait pas évolué et nos idées n'aurait pas pu se propager. Par ailleurs il y a quelque chose qui me choque dans ce qu'il dit, c'est sa préférence pour les discussions de bistrot. Je sais, bien souvent dans le passé et encore de nos jours, le bistrot fut le lieu où l'on se réunissait (à Lyon 26 rue Paul Bert chez Chamarande, ami de Sébastien Faure au début du siècle et juste après la première guerre mondiale). Mais c'était parce qu'à l'époque, rares étaient les groupes qui pouvaient se procurer un local, ou quand ils en avaient (à Lyon au 17 rue Marignan) ils n'étaient pas capables de l'utiliser en le rendant attrayant. Mais personne n'ignore que pour les anarchistes, la lutte contre l'alcool était un côté de leur propagande. J'ai connu la règle, aussi bien dans les syndicats que dans les groupes d'affinité, un camarade qui jouait ou qui buvait n'était pas admis dans le groupe, et dans le syndicat on ne lui confiait pas de responsabilités.

Parmi les jeunes à présent il semble que l'usage de l'alcool (ou de la drogue) n'a pas d'importance puisque dans une réunion d'un groupe où je fus invité rue Dubois il y a de ça 8 ou 10 ans, on me fit passer au cours de la réunion une bouteille de gnole que je croyais être de l'eau.

J'espère que le camarade ne sourit pas des « vieux libertaires » et de leur idée du travail bien fait. La raison c'est que lorsque les camarades faisaient une réclamation pour des revendications, dans les syndicats lorsqu'ils n'étaient pas aussi bureaucratisés, ils jetaient à la figure du patron leur compétence à exécuter telle ou telle tâche et qui lui procurait de gros bénéfices. Les patrons refusaient toujours les augmentations au nom des fautes professionnelles. Mais il y avait aussi des anarchistes qui roulaient leur bosse, qui changeaient sans cesse de patron, qui se moquaient du travail bien fait et qui portaient au « singe » une haine farouche.

Je ne voudrais pas que le camarade glisse sur une pente dangereuse quand il dit « ...de vivre aujourd'hui ce que l'on propose à l'ensemble de la société ». Ce que nous proposons aux individus - et non à la société - c'est précisément qu'ils s'élèvent au dessus de cette société que nous voulons changer et non que par des procédés indéfendables par nous, ils deviennent des parasites vivant du produit de notre travail ou qu'ils soient la proie des lois répressives. Il faut faire prendre conscience aux personnes que nous connaissons de tous les maux que le pouvoir de l'argent, de l'autorité de l'Etat et de l'église, cause en opprimant la partie la plus humble de la société. Il ne faut pas se contenter d'avoir conscience d'une sorte d'oppression, il faut en voir les causes pour les attaquer ensemble. Car les réalités d'aujourd'hui sont les mêmes que celles d'hier, seule la façade a changé. La classe ouvrière est opprimée et elle continuera de l'être tant qu'elle ne sera en mesure de se passer de maîtres et de prendre en mains la production et la répartition des produits de la terre et de l'industrie.

Pour terminer ce papier je pose une question. Si l'on admet que pour faire un journal, organiser un meeting, fonder une librairie il faut se grouper, est ce que ce n'est pas dans le but de répandre nos idées en plus de la protestation qui nous pousse à agir pour combattre les injustices et l'arbitraire de l'autorité? Est ce qu'il ne faut pas s'organiser, prendre chacun une responsabilité? Enfin pourquoi se cacher toujours dans l'anonymat pour exprimer ce que l'on pense? L'anonymat sauf dans des circonstances exceptionnelles c'est l'irresponsabilité.

Ce texte était signé mais jusqu'à maintenant le groupe qui fait IRL a choisi comme principe de ne pas mentionner le nom des auteurs des articles.

A titre d'information :

Je signale à l'auteur de ce texte, qu'aujourd'hui dimanche 11 septembre à 15 heures, c'est celui contre qui il semble si monté (parce qu'il critique une certaine forme de militantisme) qui a composé son article. Sans rancune quand même.

« XY AFFAIRE NON RESOLUE » EN FRANCE

Chercheur d'emploi, bientôt tu pourras gagner ta vie en regardant la télé

En Alsace une jeune fille a été découverte assassinée et n'a pu être identifiée à ce jour. Alors cette affaire a été évoquée à la télé allemande dans l'émission « XY Affaire non-résolue ». Et le service régional de la police judiciaire de Strasbourg a prié les téléspectateurs alsaciens qui suivraient cette émission de fournir des renseignements. Bravo, pour un petit coup d'essai c'est réussi. Pour quand « XY... » affaire société policière en France?

En Allemagne il existe une émission qui s'appelle « XY affaire non résolue ». C'est une émission policière de la télé allemande, qui une fois par mois, soumet au public, par l'intermédiaire de la télé, un certain nombre d'affaires criminelles qui restent non-résolues. On demande la collaboration active de la population moyennant une rémunération.

L'ARMÉE FRAPPE ENCORE

Eric SCHAAL insoumis depuis mars 77, arrêté le quinze août est actuellement incarcéré à Fresnes. Il est inculpé d'insoumission et de refus d'obéissance il risque deux ans de prison. Il attend son procès.

Bernard FORISSIER, insoumis, arrêté le dix aout, avait entamé une grève de la faim le vingt neuf aout dès son incarcération à la prison Montluc de Lyon. Transféré à l'hôpital militaire Desgenettes, il a été réformé et libéré le huit septembre, il reste inculpé d'insoumission.

Claude ARNION, insoumis, arrêté début septembre est actuellement en détention à la prison S. Joseph de Lyon.

Eric et Claude font tous deux partie des dix insoumis ayant signé un tract collectif d'insoumission sur Lyon. Le Groupe Insoumission de Lyon se déclare entièrement solidaire de leur lutte, ainsi que de celle de Forissier. Il s'agit pour nous de rompre le silence qui est fait autour de cette forme de contestation à l'appareil autoritaire qu'est l'armée. La répression subie par les insoumis et les déserteurs est exceptionnelle, car elle est dispensée par une institution agissant comme un Etat dans l'Etat. Police, instruction et juridiction sont assurées par l'armée elle-même pour étouffer ainsi une révolte d'opinion qui ne cesse de s'amplifier.

Il devient donc important de faire un travail d'information soutenu, aussi bien par des moyens classiques (comme cet article) que par des actions spectaculaires à répercussion journalistique.

Il s'agit aussi et peut-être même surtout d'assurer un soutien moral et affectif aux copains incarcérés, sans oublier que le plus important reste leur sortie la plus rapide possible des geôles où ils sont détenus. Mais de tout cela, je pense, nous reparlerons dans un autre numéro d'IRL.

Un mot sur une action récente dont on a pas mal parlé

L'invasion des Studios de FR 3 par un « commando musclé » (France-Soir dixit) d'anti-militaristes.

L'action avait été préparée sur la base d'un soutien à Eric Schaal, incarcéré à Paris, et à Bernard Forissier détenu à Lyon. IL s'agissait finalement pour nous qui

étions sur Lyon, que le bruit de cette action monte jusqu'à la capitale où Eric se trouve, pour ainsi établir une sorte de lien événementiel qui dépasse le cadre régional.

Nous nous sommes trouvés la veille en possession des plans des studios, ce qui fait que, prévue au départ comme occupation du hall d'entrée de la maison d'ORTF, l'action devenait, pourquoi pas, la pénétration sur les studios en plein milieu des actualités régionales.

Et puis, malgré l'absence certaine d'organisation stricte ça a marché. Le communiqué que l'un d'entre nous devait lire devant les caméras à été immédiatement censuré et la troupe a fini au commissariat. Pour l'instant pas de suite...

Le lendemain, tollé général dans la presse. Dans le genre: insupportable atteinte à la liberté de l'information, les articles ont fait très fort.

Selon moi on peut en dire deux choses: d'une part une action de ce type ne se réussit qu'avec un maximum de détermination et de culot, ce qui n'est pas le bout du monde, et on en parle, donc résultat obtenu; mais d'autre part, il est certain que pour ce genre d'événement la motivation première - le soutien à Eric et Bernard - avec l'exigence de leur libération, disparaît un peu derrière ce qui devient débat majeur: l'intolérable pression exercée sur l'information « libre » ! Ce qui n'empêche que le fait d'aller à FR 3 ne se faisait pas dans l'ignorance de ce genre de débat, un débat qu'il fallait susciter également (et s'ils faisaient l'amalgame entre communistes de TF 1 et insoumis de FR 3 !).



- soutien financier : Thierry BERMOND CCP Grenoble 102126 P.

- Ecrivez leur : Eric Schaal 667 976 c4434 troisième division 94260 prison de Fresnes. Claude Arnion prison Montluc 1 rue général Mouton-Duvernet 69003 Lyon.

- Séances du TPFA de Lyon le vendredi matin 1 rue général Mouton-Duvernet 69003 Lyon.



Le week-end du 1 et 2 octobre, les copains participant à la publication d'IRL se sont réunis pour discuter du journal. De nombreux problèmes ont été soulevés, en particulier sur le rythme de parution du journal, son lien avec l'ensemble du mouvement anti-autoritaire etc... L'image que donne IRL à l'extérieur, à ses lecteurs, semble parfois très différente de la réalité, aussi nous envisageons de réserver exceptionnellement plusieurs pages du prochain numéro pour informer directement les lecteurs des discussions à l'intérieur d'IRL, de la façon dont est fait le journal, mais peut-être les lecteurs ont-ils eux aussi des tas de choses à dire, nos colonnes leur sont largement ouvertes, vous pouvez nous écrire au journal.

N'avait qu'à pas désertier !

Jeudi 21 avril 1977 Christophe Salandre, 23 ans, enca-serné à Trèves en Allemagne, est incarcéré à la maison d'arrêt Maurice Barrès à Metz (1) pour désertion à l'in-térieur en temps de paix. Récidiviste c'est sa quatrième désertion. Appelé sous les drapeaux le 1^{er} juin 1974 Christophe est actuellement père de deux enfants. De juin 74 à mai 77, plus de trente cinq mois et l'armée ne l'a toujours pas lâché, aujourd'hui encore il se trouve derrière les barreaux. Oui, encore, car comme vous devez vous en douter Christophe a souvent trempé son pain dans le jus des prisons. Comme des milliers d'autres jeu-nes, déserteurs, insoumis, témoins de jéhova, l'armée lui a permis de commettre son premier « délit ».

En me racontant ce qu'il a vécu pendant près de trois ans son visage se crispe et flamboie d'arrogance. Ses pre-miers démêlés avec l'armée commence en janvier 75 où, après avoir frappé un commandant qui lui refusait une permission pour rejoindre sa concubine qui venait d'ac-coucher Christophe est condamné à sept mois d'empri-sonnement ferme par le tribunal militaire aux Armées de Landau (2). Avant de comparaître devant ce tribunal d'exception il avait déjà purgé deux mois d'arrêts de ri-gueur à sa caserne et un mois d'emprisonnement à la pri-son prévôtale de Landau. C'est dans une forteresse mili-taire que le deuxième classe Salandre sera ensuite incar-céré durant quatre mois.

Aujourd'hui il raconte :

JRQ : Christophe, voilà près de dix mois que tu as quit-té Chateau-rouge (3) après y avoir été isolé pendant quatre mois pour coups et blessures sur la personne d'un officier. Peux tu nous expliquer pourquoi tu as été ame-né à le frapper ?

CS : J'étais emprisonné aux arrêts de rigueur pour refus d'obéissance quand ma concubine accoucha. J'ai alors demandé au chef d'artillerie une permission de courte durée, accompagnée s'il le fallait pour la rejoindre. Il me la refusa. Il ne pouvait pas me voir à cause de quelques incidents antérieurs. J'ai insisté à plusieurs reprises et c'est à bout de nerfs qu'un jour je l'ai frappé.

JRQ : quelle fut alors la réaction des autorités militaires ?

CS : J'ai été ramené aux arrêts de rigueur pour deux mois puis transféré à la prison prévôtal de Landau (4) un mois avant le procès. Je fus condamné à sept mois d'emprisonnement et c'est à Chateau-rouge qu'ils me conduisirent.

JRQ : Quelles été tes conditions de vie durant ces qua-tre mois d'incarcération ?

CS : Dingues. L'aspect extérieur, bien qu'ancien et triste, n'est pas trop choquant, mais à l'intérieur c'est tout autre chose. L'administration de cette forteresse mili-taire est civile. Nous sommes surveillés jour et nuit par des gardiens dépendant du ministère de la justice, mais quelle justice ! Dès l'arrivée, après une fouille systéma-tique (je passe les détails) on t'habille et le carnaval commence.

Quatre mois seul dans une cellule de trois mètres cin-quante sur deux mètres cinquante où je ne mettrais pas mon chien (il est vrai que nous ne sommes plus traités que comme de simples matricules) Près de 120 jours dans l'obscurité, le peu de lumière extérieur nous arri-vait par un petit soupirail. Seule une veilleuse restait branchée jour et nuit.

JRQ : Et pourtant, l'administration de cette forteresse étant civile, tu as droit à une heure trente de promenade par jour.

CS : Peut-être, mais en tout et pour tout, on ne m'a sorti que deux fois pendant mon incarcération dans cet enfer. Deux promenades de deux heures dans une cour bitumée de sept mètres sur sept. Promenades solitaires car ils interdisent aux prisonniers de communiquer entre eux.

JRQ : Et ta cellule ?

CS : Elle sera vite décrite, un bloc de béton, le lit, sur lequel reposent deux couvertures que l'on nous a remises dès notre arrivée. Pas de draps ni d'oreiller. Vu qu'il n'y a pas d'eau courante dans notre nouvelles demeure, un broc d'eau tous les matins. Pas de sanitaire, seule-ment une tinette. Pas d'armoire, ni de chaise, ni de table.

JRQ : Que faisais-tu pendant tes journées ?

CS : Rien, l'oisiveté et l'isolement le plus complet. Le courrier que je recevais à la caserne de Trèves était retransmis à Château-Rouge, mais ils le gardaient.

Chaque fois qu'une lettre m'arrivait, les gardiens ve-

naient me le dire avec un malin plaisir. Combien de fois me suis-je tapé la tête contre les murs de ma cellule ? Je ne le sais pas. De plus on nous interdit d'écrire, si bien que je n'avais pu prévenir personne de ma famille que j'étais emprisonné à Château-Rouge. Remarque, ça n'aurait pas changé grand chose, car on ne peut pas recevoir de visites. Les seuls moments « agréables » dans cet établissement de détention spécialisée : la douche une fois par semaine, et les repas. Deux repas par jour, le matin pas de petit déjeuner. Ah, le soir on devait se déshabiller et placer nos vêtements à l'extérieur devant la porte. A poil sous deux couvertures, sur un bloc de béton, en hiver souvent sans chauffage. On nous parle beaucoup des droits de l'Homme (5) ces derniers temps en regardant vers l'Est, mais en France aussi des centai-nes d'hommes sont soumis à l'isolement carcéral parce qu'ils ont voulu sortir de la « Grande Humanité ».

Propos recueillis par J.R.QUINARD
à la maison d'arrêt Maurice Barrès

(1) La maison d'arrêt de Metz-Cambout, prison mili-taire étant surpeuplée, les prévenus militaires sont di-rectement conduits à Maurice Barrès, maison d'arrêt civile, pour y attendre leur procès au TPF de Metz. IL est à noter que cette dernière est prévue pour « accueillir » 280 détenus et que nous y sommes actuel-lement 400.

(2) Ces T.M.A. (actuellement établis à Landau, en R.F.A. et dans l'océan indien, à Tananarive) ne sont composés que de juges militaires. Les familles des mi-litaires d'active, ainsi que les civils travaillant pour la Défense Nationale y sont également jugés.

(3) Forteresse militaire située à quelques km de Lan-dau. Une trentaine de militaires y sont incarcérés en permanence.

(4) Près de 80 militaires français stationnés en R.F.A. sont incarcérés dans cette prison prévôtale. Le régime intérieur de celle-ci est très semblable à celui des maisons d'arrêt en France. La plupart des détenus y sont incarcérés pour désertion ou refus d'obéissance.

(5) La France est signataire de la déclaration univer-selle des droits de l'Homme.

MALVILLE MORNE PLAINE...

EN GUISE D'INTRODUCTION:

*Le soir tombait; la lutte était ardente et noire.;
Ils avaient l'offensive et presque la victoire.;
Ils tenaient la police acculée sur un bois.;
Leurs cocktails à la main, ils observaient parfois ;
Le reste du combat, point obscur où tressaille;
La mêlée, effroyable et vivante broussaille.;
Et parfois l'horizon, sombre comme la mer.;*

*Soudain joyeux, ils dirent allez-y! Rien derrière
L'espoir changea de camp, le combat changea d'âme,
La mêlée en hurlant grandit comme une flamme.
La batterie CeReSSe écrasa nos carrés.*

Hector Mago

**MALVILLE c'est dans l'isère,
MALVILLE c'est dans mon corps,
MALVILLE c'est dans ma tête!**

AVANT...

Je suis allé à Malville pour le plaisir d'être avec celles que j'aime, pour la désobéissance, pour la révolte quotidienne.

Février 1977 : Les assises de Morestel, la légitime défense, l'offensive contre super-phénix, les premiers pas pour l'été nucléaire, le blocage de l'entrée du chantier et les discussions avec les travailleurs du nucléaire un matin à l'aube, petit déjeuner offert par quelques locaux, intervention des forces de répression.

Printemps : les premières réunions de la coordination des comités Malville, 30 et 31 juillet dates du rassemblement violent, offensif, déterminé, non-violent... Informations auprès des habitants du bled dans lequel j'habite, début des relations avec un comité Malville local, c'est le temps des cerises, projets, réunions, phantasmes.

Juin : préparation effective du rassemblement dans une localité proche du site de super-phénix, soutien actif de la municipalité locale, reconnaissance du terrain par petits groupes.

20 juillet : terrains de camping, flotte, sont à la disposition des manifestants, l'autonomie se concrétise, le pont de Briord est contrôlé par les gardes mobiles.

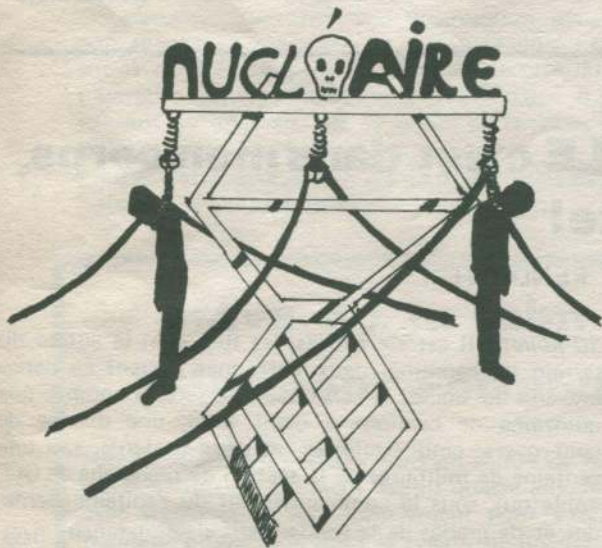
28 juillet : la coordination coordonne des absences, sur le papier les marches convergent; des patrouilles de flics, cartes d'état-major en mains, quadrillent la région.

29 juillet : des réunions, encore des réunions, pendant la nuit l'accueil est organisé nous nous sommes aimés.

PENDANT...

30 juillet : Il est six heures, les flics sont là autour du terrain de camping, deux personnes partent en douce prévenir le maire, le scrutateur de service compte une quinzaine de camions à demi vides, une dizaine de land-rovers, cinq estafettes, et deux motards, soit une centaine de militaires de la section de recherche de Grenoble qui, sous le commandement du capitaine Bernadet et de gradés de la gendarmerie de Montaliieu, investissent le camping agissant dans le cadre d'une procédure de flagrant-délit (une enquête ayant été ouverte sur une détention d'armes où et quand ? Mystère). La fouille des tentes et des véhicules commence - une centaine de tentes pour trois ou quatre cent campeurs -, le méga rend compte des explications gênées (si, si c'est vrai) que fournit un gradé de la gendarmerie de Montaliieu qui, pas très à l'aise dans son « costard » bleu horizon des grands jours, répète « qu'il faut que tout se passe bien... dans le calme... que ce n'est qu'une formalité... d'ailleurs nous ne trouvons rien ». Le maire est là, sur le terrain pas de panique, pas d'initiative, les forces de répression repartiront vers huit heures, provocatrices, avec le gendarme et son brassard d'infirmier et cet autre qui se balladait avec un « extincteur » sur le dos (que contenait-il) ? Tiens un flic qui prend le trac destiné aux forces de l'ordre, il y a des personnes qui croient un dialogue possible. Ce sera la seule action entreprise, à ma connaissance, ce samedi à l'aube.

Les manifestants continuent d'arriver sur les terrains de Montalieu et de Porcieu, dans le village une tente d'accueil distribue les dernières infos, des tracts juridiques, santé... Les membres de la « tête de marche » se réunissent, il y a toujours trois itinéraires prévus pour Montalieu, l'ultime reconnaissance s'effectuera dans l'après-midi, les barrages de flics sont notés sur les cartes, un nouveau parking est fléché à partir du terrain de sport. A Porcieu quelques personnes « s'équipent » pour constituer le service de protection, la pluie tombe régulièrement, la commission santé se met en place, il y aura dix équipes mobiles d'une dizaine de personnes comprenant au moins un médecin et deux infirmières, les autres étant des secouristes. Les trois ou quatre mégas disponibles ne peuvent suffire aux besoins d'informations qui se font de plus en plus sentir dans cette foule « d'autonomes » qui grossit à vue d'œil. Des forums ont lieu sur le terrain de sport, « les têtes de marche » optent pour un seul itinéraire à partir de Montalieu, les moyens de communication insuffisants, la peur de ne pas être assez nombreux face aux flics sont les raisons avancées. La pluie tombe toujours, un clown annule une partie de son spectacle. Sur le terrain de sport, une A.G. « décide » que la marche de Montalieu rejoindra celle de Morestel afin de ne pas isoler les allemands qu'une campagne raciste dans la presse, à la radio et à la télé, présente comme des tueurs de flics.



A partir de cette « décision » vers les 19 heures ce samedi, je suis absent, dépassé, je ne comprend plus rien, automate parmi un grand nombre de pantins, je n'accepte pas cette prise de position de l'A.G., je refuse cette A.G., que représente-t-elle ? Qui a pris les décisions ? Pour qui ? au nom de quoi ? Je ne sais, je rumine. Combien d'entre nous - 15 à 20000 personnes - connaissons les routes, les chemins pour converger vers le site ? L'écologie, c'est l'éparpillement, la diversité. Je ne peux rien faire, il y a trop de monde, nous ne sommes plus une dizaine.

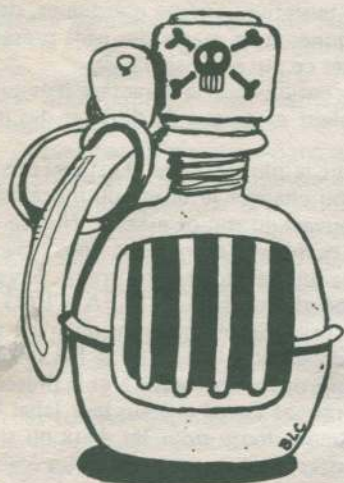
Des copains, des amies et d'autres personnes du camping organisent l'accueil et la protection pour la nuit.

A 1 heure du matin, la coordination ou tout au moins les quelques membres qui ont pu rejoindre le lieu de la réunion, entérine les décisions prises en A.G et prévoit de se replier à Poleyrieu quand il « ne sera plus possible d'avancer ».

31 Juillet: il pleut déjà, 5H30 le mégaphone réveille les campeurs, nous nous rassemblons tous vers 7H à l'entrée du terrain de sport, nous sommes nombreux, très nombreux, le dérisoire de nos moyens matériels est flagrant, trois mégas, le copain chargé de faire la liaison avec les autres marches s'est cassé la figure, la moto est inutilisable. Des locaux sont là, en tête, au maximum une douzaine, dont deux conseillers municipaux, un adjoint et un conseiller général... du Jura. La banderole « non à super-phénix - les comités Malville » est juste derrière eux, puis le service de protection se met en place les dernières tractations inter-organisations étant terminées. 25 à 30 000 personnes piétinent dans un champ à côté du terrain de sport, l'hélico fait son apparition. Un dernier coup de zoom de la télé régionale et hop nous voilà partis. Moi je reste sur place, oui bien sûr je marche, mais je ne suis pas là.

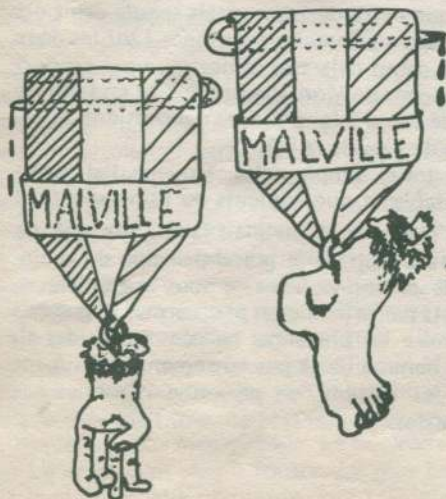
Deux ou trois locaux s'arrêtent « la manif ne repart pas, car il paraît qu'il y en a qui ont des barres de fer, des bâtons; ici c'est une manifestation non-violente » ceci est crié de vive voix et entendu seulement que par la dizaine de personnes, pas de camion-sono, rien, je suis désespéré. L'autonomie appliquée à une foule, c'est à revoir. Les quelques flics qui sont sur la RN 75 nous regardent passer, il est 9H30, nous avançons assez lentement. Je ne reste pas en place. Je me refuse à prendre des décisions avec les autres membres de la « tête de marche », qui vont concerner trente mille « autonomes ». Je passe les rangs serrés du service de protection pour remonter la manif, je suis triste, nous sommes tristes. Je ne reste pas avec les copains anars qui déambulent ici ou là avec leurs casques et leurs armes en bois, je partage quelques sourires avec les amis qui comme moi connaissent le terrain ayant investi depuis quelques temps, énergie, espoir et phantasmes dans cette journée. Certains d'entre eux remontent et descendent la manif avec un des mégas. Nous apprenons que la manif est bloquée au Bayard. Comme prévu il y a négociations avec les flics et nous dévions par la 140. La manif a plus d'un kilomètre de long car je suis maintenant au croisement de la ligne de chemin de fer des ciments Vicat et de la D152, sans pour autant être en queue de manif. Il pleut toujours, pas de musique si ce n'est les lancinants tambourins de deux camarades de chez Krishna et le bourdonnement épisodique de l'hélico. Les derniers rangs se font de plus en plus clairs, quelques membres d'une communauté s'embrassent et se marrent franchement, seules notes de détente dans ma tête. Je repars vers l'avant de la marche. Les arrêts sont assez fréquents la D140 étant beaucoup plus étroite. Au Bayard le service de protection canalise la manif vers Chavannes. Comment s'est effectuée la négociation ? Seuls les locaux et les élus sont allés au devant des flics, n'ayant pas accepté que les autres membres de la « tête de marche » (c'est à dire les délégués des comités Malville régionaux et nationaux jumelés à Montalieu) soient présents pour négocier. C.... m'explique ça vite fait, je ne suis pas très à l'aise dans mes rangs, tout fout le camp dans ma tête, dans mon corps, ou plus exactement rien ne sort, j'enregistre, JE SUIS, pourtant les chemins je les connais, de l'autre côté du Bayard, il y a des champs immenses, un front large. Et non, rien, je bifurque comme tout le monde, merde, pourquoi ? JE SUIS, NOUS SUIVONS, VOUS SUIVEZ l'itinéraire prévu en AG de dernière minute pour rejoindre les marches de Courtenay et Morestel. C'est la fin, ma fin.

(suite page 22)



Bloody sunday...

Nous venons d'assister à la chausse des bottes de Bonaparte par Napoléon. (note du bureau 43)



Malville, c'est l'échec de la passivité, de la « moutonnerie ». A Malville, ce ne sont ni les violents, et encore moins les non-violents, qui ont fait l'histoire. Les premiers, on les a vus à l'œuvre, les seconds, on les a à peine aperçus. Mais ceux qu'on a surtout vus, ce sont les passifs, la foule de gens qui se suivaient à la queue leuleu. La non-violence, de même que la violence, ne pouvaient être appliquées, à cause de nous, à cause de moi, et de l'immense majorité des gens qui étaient venus à Malville ce jour-là. Une telle marche, pleine de conséquences pour notre avenir et celui de ceux qui vont nous suivre, ça ne s'improvise pas: ça se prépare, et ça se prépare bien. Et, par manque de préparation (par flemme aussi), on a suivi sans critiques, sans réflexions ni actions autonomes. Ce qui fait que les « violents », manquant de place pour se déplacer, pour harceler sans cesse les flics et préparer le terrain à de petits groupes de « saboteurs » avec pinces coupantes etc..., ce sont fait coïncider par la foule qui se pressait derrière eux et qui n'arrêtaient pas d'arriver sur le terrain. Les « non-violents », en minorité eux aussi, manquaient de l'appui de gens décidés, fermes et prêts à tout (en particulier à se défendre contre les charges de flics en employant des méthodes nouvelles qu'il nous restaient à définir). Le cœur gros, prêt à exploser, contre cette monstruosité que l'Etat est en train de mettre en place à Malville et ailleurs, nous y sommes allés, fleur au fusil, chansons aux lèvres. Nous étions très « remontés »: ils allaient voir ce qu'ils allaient voir, les tenants du pouvoir et les techno-bureaucrates de tout poil! On allait leur montrer la « détermination populaire ». Pauvres fous que nous étions! On se doutait pourtant que cela n'allait pas être de tout repos, on avait laissé les gosses dans les camps, contrairement à l'année passée. Et le préfet ne s'était pas caché pour dire ce qu'il en pensait et pour prévenir toute personne tentant de pénétrer sur le site: « si on rentre, je mords » qu'il a dit! Ah, les flics allaient s'en donner à cœur joie couverts de si belle façon par Bonnet, Jannin, les partis de la droite à la gauche et aussi les syndicats.

Mais nous, on s'est dit que cent mille personnes, ça serait suffisant pour passer. Jannin se rendrait compte de ces propos et nous laisserait approcher. Ce qu'il a fait, mais pour nous attirer dans un terrible guet-apens. Ce que nous avons été cons! Croire à la force d'une foule (composée pourtant des soixantes mille personnes en France les plus actives et se sentant les plus concernées par la lutte anti-nucléaire) croire que notre simple présence serait suffisante... A ce compte-là, une manif à Lyon ou à Grenoble aurait aussi bien fait l'affaire.

Des mecs ce sont préparés. Enfin, les préparations coutumières à toutes les manifs de rues: Des cocktails-molotovs qui s'éteignaient tout de suite, à cause de la pluie, des gourdins, des bâtons, bref, tout ce qui ne sert pas à grand chose devant les flics qui nous tenaient à distance avec leurs grenades.

Ce qui nous a manqué, c'est la mobilité, la rapidité: prendre de vitesse les flics, faire perdre la tête aux guetteurs des hélicoptères, submergés de toutes parts par des mini-colonnes convergeant vers le site... Et les flics de courir dans toutes les directions, de se déplacer sans cesse! Merde, nous aussi on court vite! Et en plus on a avec nous des gens connaissant à fond la région et prêts à aider de petites colonnes à passer par des sentiers, des chemins... Malheureusement nous avons voulu montrer notre nombre, croyant ainsi établir une espèce de rapport de force uniquement par notre présence sur le terrain. On a employé une solution de facilité; au fond de nous, on se disait: « ils n'oseront pas charger, ça sera moins dangereux, vu le nombre qu'on est ». Par notre présence à Malville on a voulu se donner bonne conscience, sans aller plus loin, sans prendre la responsabilité de nos actes: toujours suivre ceux qui nous guident! Et pour cela nous sommes tous un peu responsables des blessés et du mort qu'on a laissés sur le terrain.

Enfin de compte, il peut sembler con de cracher après coup, comme j'ai l'air de le faire, sur ce qui s'est passé à Malville. Mais je ne rejette pas la responsabilité que j'ai dans le massacre: non, j'essaie juste d'en tirer des conclusions, pour éviter de refaire la même connerie la prochaine fois. Car il y aura une prochaine fois. Il y aura des prochaines fois tant que le pouvoir refusera de prendre en compte les aspirations de gens, tant que le fascisme n'aura pas crevé. Mais là, il ne suffira pas de dire ou d'écrire « soyons autonomes » et de suivre comme des moutons: cette fois il faudra être vraiment préparés. Violence ou non-violence, à chacun de se démerder, et suivant ses préférences (et les circonstances qui se présenteront) de choisir sa tactique. Mais cette fois, nous ne tomberons pas dans la facilité et la passivité (la « non-violence » à la Giscard!). La prochaine fois on sera sur le terrain et d'une autre façon. C'est de notre survie qu'il en dépend...

Fin aout 77

Anarchistes toujours prêts !

On a beaucoup parlé d'anarchistes le lendemain des affrontements meurtriers de Creys-Malville. L'épouvantail du drapeau noir garde toute son efficacité dans la presse et à la télé.

A la marche de Malville, il y avait beaucoup de libertaires c'est vrai; que certains d'entre nous, anarchistes patentés aient déconné, non pas dans les événements eux-mêmes mais dans la préparation de la marche, c'est un fait, et on va y revenir. Il reste que c'est un peu facile de mettre sur le dos des anarchistes l'impasse au sens propre et au sens figuré, dans laquelle s'est trouvée la manif à Faverges. La responsabilité d'affrontements qui ont surtout coûté cher aux manifestants, ce ne sont pas les groupes casqués qui la portent. Elle repose essentiellement sur les flics et le pouvoir, qui étaient décidés à l'affrontement, qui s'étaient préparés à le rendre sanglant et qui y sont parvenus en espérant déconsidérer le mouvement écologiste à l'aide du mythe des « commandos anarchistes professionnels ». La responsabilité, repose aussi sur l'organisation de la marche. On ne se donne pas pour objectif l'occupation du site, par des moyens « non-violents » sans indiquer comment ce sera possible.

Mais ça ne veut pas dire que les anars n'ont pas à tirer un bilan de leur rôle dans la manif et dans sa préparation. Je veux surtout parler de ce qui s'est passé à Montalieu où il y avait pas mal de libertaires, en particulier les anars organisés à la F.A., l'O.C.L. et l'U.T.C.L.

Il me semble qu'il y a trois grandes idées sur lesquelles la grande majorité des libertaires se retrouve d'accord et qui étaient directement en jeu dans notre participation aux deux jours contre le sur-générateur.

- la première c'est que l'affrontement violent avec le pouvoir est inévitable, non parce que le mouvement de contestation doit être violent, mais parce que le pouvoir opposera toujours la violence à la contestation. Celle-ci doit nécessairement trouver les moyens de résister à cette violence, de la dissoudre et de la détruire, à l'intérieur d'un rapport qui ne prend pas forcément la forme guerrière mais qui est forcément violent du fait même du pouvoir.

- la seconde c'est que la contestation, sur le terrain nucléaire comme sur d'autres, pour l'emporter, doit prendre nécessairement une forme massive, regrouper le maximum de gens.

- la troisième c'est que ce mouvement massif de contestation doit s'organiser de façon à ce que chacun puisse sans cesse contrôler ce qu'il fait et ce qui risque de lui arriver. L'organisation doit être décentralisée, non hiérarchisée, avec possibilité de discussion permanente.

Ces trois idées se tiennent, les deux dernières contrôlant la première. L'affirmation du caractère violent inévitable des rapports avec le pouvoir, l'affirmation de la nécessité de se préparer à ces rapports violents peut conduire à une pratique militante dont la composante non-violente du mouvement écologiste voit bien les dangers : produire une organisation minoritaire, militarisée, centralisée et autoritaire qui se constitue en structure de pouvoir parmi d'autres structures de pouvoir, et qui, soit parvient à établir avec la masse des gens un rapport de terreur (celui-là même qui fait la force de l'Etat) lui permettant de l'emporter sur la scène du pouvoir, soit se retrouve isolée de la masse des gens pour être finalement écrasée. Dire que les mouvements de contestation doivent être des mouvements de masse, sans cesse auto-contrôlés, ce n'est pas nier le caractère inévitable de

l'affrontement avec le pouvoir, c'est dire que cet affrontement doit prendre des formes propres, qui ne sont pas celles des appareils de pouvoir, qu'ils soient de droite, de gauche ou d'extrême gauche.

Les 30 et 31 Juillet à Creys-Malville les conditions étaient réunies pour que les libertaires puissent tout du moins faire comprendre leurs conceptions. Les « larges masses » comme disent les autres, étaient loin d'être toutes au rendez-vous, mais il y avait du monde, beaucoup de monde. Par ailleurs la volonté de la part des organisateurs, de donner à tous ceux qui étaient là la possibilité de discuter ce qu'il fallait faire, aussi merdique soit elle ne fait aucun doute. Que pouvaient faire les libertaires ?

- sortir de leur paranoïa minoritaire et regarder autrement qu'avec leurs œillères de purs et durs ce qui se passe autour d'eux.

- éviter un folklore inutile et inefficace qui ne peut que renforcer cette paranoïa et l'isolement que le pouvoir entretient autour d'eux.

- soutenir à fond les tentatives, même mardiques, de la coordination pour donner à la masse des gens présents les moyens de contrôler ce qui allait se passer.

- défendre leurs conceptions sur le caractère inévitable de l'affrontement violent et exiger de discuter des moyens d'y faire face.

Ce dernier point restait le plus difficile, il est peu probable que nous ayons pu changer le terme du mécanisme enclenché mais on pouvait du moins essayer. Non seulement, pour un grand nombre d'entre nous nous n'avons rien fait, mais certains ont fait tout le contraire. Je veux parler de l'intervention du militant de la FA à l'AG de Montalieu le samedi soir. Cette intervention n'est pas une simple action individuelle, le gars de la FA prétendait bien parler au nom des « libertaires » et la présence des drapeaux noirs et rouges (avec chacun leur label FA OCL...) ne laissait aucun doute pour les deux ou trois mille personnes présentes à l'AG : les anarchistes étaient bien là. Qu'a fait ce représentant patenté de l'anarchisme officiel ?

Soutenir à fond la tentative des organisateurs pour permettre, dans leur désarroi, une discussion la plus large possible sur ce que nous devions faire le lendemain ? Non pas. Le copain de la FA est venu faire croire que le camp de Porcieu avait déjà décidé de la tactique à suivre. Quand on sait que cette décision était sensée avoir été prise dans une réunion de vingt personnes (sur les deux ou trois cent du camp déjà très minoritaire par rapport à l'ensemble des gens de Montalieu) mais où en fait rien n'avait été décidé, en dit long sur les conceptions de démocratie directe du gars de la FA.

Présenter l'idée toute simple selon laquelle l'affrontement était inévitable et que, violents ou non-violents, il fallait au moins savoir ce qu'on allait faire ? Non pas. Le militant libertaire a opposé le grand principe de la violence à celui de la non-violence, « nous anarchistes », parce que violents par principe on pliait armes et bagages pour aller rejoindre les phalanges bardées de fer des allemands, c'était comme ça et pas autrement, qui aiment les anarchistes les suivent, et personne n'a suivi pas même les anarchistes.

suite p. 22

irl vous en dit plus!!!

Suivant les dernières consignes d'entrisme dans l'administration de l'Etat, consignes données par le onzième congrès de notre parti (bureau 43), un de nos collaborateurs est tombé par hasard (t'as qu'à croire) sur un document de la plus haute importance. Nous le soumettons à votre lecture attentive, et nous vous posons la question suivante:

A QUEL PREFET EST ADRESSEE CETTE LETTRE ?

N.B: Pour une meilleure compréhension du texte, nous avons souligné les passages qui nous semblaient intéressants.

Le 12 Février 19..

Monsieur le préfet,

Des incidents récents ayant amené des manifestations de femmes je viens vous proposer un moyen facile, inoffensif et infaillible de dissoudre de telles manifestations. Il s'agit tout simplement d'employer des *grenades lacrymogènes de préférence les premières qui ont été envoyées au front et qui n'ont pas donné toute satisfaction parce que trop fragiles*. C'étaient tout simplement des boules de verre renfermées dans une enveloppe composée de quatre quart de sphère en fonte maintenues par une simple ligature de fil de fer, en tombant les blocs de fonte s'entrechoquent et font casser la boule. Nous nous en servions parfois pour faire évacuer les cabarés par les ivrognes. Donc au devant d'un attoupeement, une simple grenade jetée à terre et voilà toutes vos femmes sans savoir pourquoi, (car les grenades dont je parle ne font aucune explosion) qui devront fuir en se frottant les yeux. Elles en auront les yeux rouges pendant un ou deux jours et n'y reviendront pas.

Les nouvelles grenades actuellement employées, plus compliquées et plus chères sont munies d'un *détonateur* et ne conviendraient pas à cause de *l'explosion d'ailleurs à peu près inoffensive* du dit détonateur. Mais je vous garantis l'efficacité de la boule de verre qui se brise sans bruit.

En ces *temps troubles* et en prévision de *l'offensive des boches* qui se produira plutôt à *l'intérieur* qu'au front je crois rendre service à mon pays en vous donnant ce moyen là, et je vous prie en même temps de croire en ma considération la plus distinguée.

Signé: Lenattoyeur (!!!?)



Solution: contrairement aux apparences qui sont bien souvent trompeuses, comme tout le monde le sait, le préfet Jannin n'est pas le destinataire de cette lettre. Elle a été écrite en 1918 et adressée au préfet de la Loire après des manifestations de femmes à St Etienne.

En 1977, témoignage paru dans Libération



vendredi 26 Août 1977, vers minuit.

J'arrive sur le parvis de Notre-Dame. J'y vois deux groupes de musiciens, chanteurs, participants. Je m'assieds pour écouter. Au bout de dix minutes, un groupe de 5 ou 6 flics en képis s'approche de l'un des groupes. On range les instruments, on se disperse. Les flics passent devant moi. L'un d'eux tient une matraque dans la main (gauche).

Cinq minutes après, les gens se regroupent plus ou moins. Arrivent deux gradés. Petits palabres: pas de musique ici! -on va jouer sur le quai en bas - d'accord.

Les flics repartent, les musiciens commencent à déménager. Je suis

les flics du regard, et j'en vois un (le plus gros) faire un drôle de mouvement, se déséquilibrer, perdre son képi. Deux secondes plus tard : un bruit de verre brisé me fait tourner la tête. A deux mètres de moi, une tache humide est apparue sur le sol. Autour de la tache, de minuscules éclats de verre. Je sens le liquide, ça ressemble à de l'éther. En fait, il s'agit d'une ampoule de gaz lacrymogène, invisible, ne s'attaquant qu'aux yeux des personnes situées dans un rayon de 50 mètres, et ce pendant plus d'un quart d'heure comme pourraient en témoigner les dizaines de personnes présentes à ce moment là.

Ah! j'oubliais : les musiciens c'étaient des arabes et des kabyles!

IMPRESSIONS PRISES SUR LE VIF

Remarque importante: ces quelques lignes ont été écrites dimanche 31 Juillet au retour de Malville. Il s'agit d'impressions prises sur le vif, si l'on peut dire.

Camping de Montaliu. Ambiance décontractée, avec samedi en fin d'après-midi A.G à propos de la marche du lendemain. Le départ y est classique avec le clou du spectacle devenu maintenant banal, offert par une organisation « on va voter pour savoir si on vote ». Démocratie et unité oblige... Courage camarade, la manivelle est encore bien huilée.

Au bout de peu de temps, une majorité de l'assemblée semble se dégager comme étant non-violente. Cependant quelques individus et quelques groupes manifestent leur refus de suivre l'optique générale qui est donnée à la marche du lendemain. On leur conseille alors de rejoindre le camp de Morestel où se trouvent les vilains et violents allemands. Dimanche matin mise en place rapide de la marche. Les manifestants s'ébranlent et une impression d'être entourés de gens passifs et mous déjà apparaît. Semblant partis en promenade loin, très loin de la situation réelle.

Premier barrage policier, barrage étant un grand mot vu leur nombre plutôt restreint; négociations en tête de manif: résultat trente mille personnes le contournent. Les 99% des manifestants n'ont rien vu. Par contre de là-haut dans l'hélicoptère tout va bien « les manifestants vont là où nous voulons » devaient se dire les flics.

Deuxième barrage, même scénario avec en prime triple chaîne de service d'ordre contre les provocateurs. Mais ne voyons nous pas un camarade arriver en courant vers ce SO et crier tout excité « y en a qui tirent à coup de lance-pierre sur les flics » réaction du SO: « qu'ils passent devant on a rien à voir avec eux ». Messieurs les provos tirez les premiers qu'ils disaient. Et puis vous vous rendez compte lancer des pierres contre les forces de l'ordre, les pauvres.

Tiens on aperçoit les manifestants partis de Morestel. Arrêt de la manif. A l'arrière certaines personnes remarquent justement qu'il est près de midi et pas au courant estiment que cette arrêt est fait pour le casse-crôte. Les pêches font leur apparition, les estomacs font leur fonction. Sans commentaires.

Après quelques dizaines de minutes de marche les premières détonations se font entendre. Certains manifestants entendent les détonations sans comprendre ce dont il s'agit. « tiens les ambulances remontent il y a des blessés ». Alors c'est l'affrontement se disent ils.

Tu as mis le temps à comprendre touriste. Effectivement la tête de la manif est face aux flics dans la cuvette de Faverges où nous avons été mené comme un troupeau.

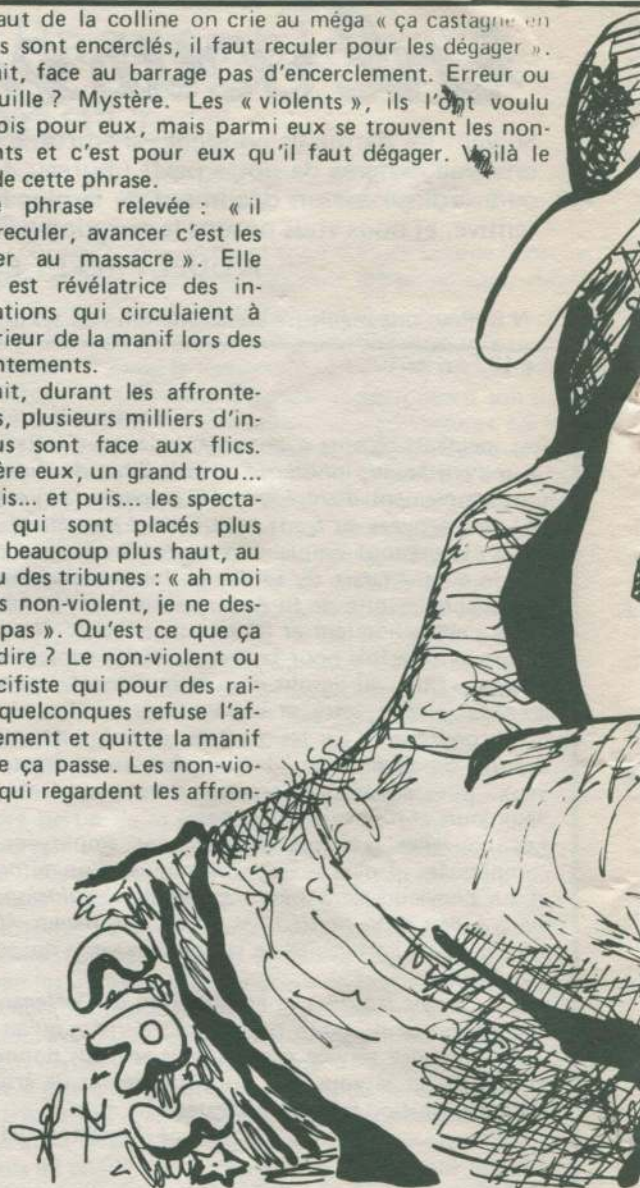
Nous nous retrouvons là où les autorités le voulaient. Dans un lieu stratégique les favorisant. Cuvette, champ de bocage, mais, petite route...

De nombreux individus s'approchent du barrage, celui-là beaucoup plus sérieux que les précédents, mais assez rapidement les responsables de la coordination et même certaines organisations forment plusieurs chaînes de SO et forcent les gens à reculer. Résultat probant puisque les « violents » se retrouvent isolés. La manif est coupée en deux. Une majorité qui ne voit rien et une minorité face aux flics. Les forces de l'ordre vont avoir alors la situation complètement en main. Bien renseignées par l'hélico elles vont pouvoir frapper dur sur les « excités » et faire mal.

En haut de la colline on crie au méga « ça castagne en bas ils sont encerclés, il faut reculer pour les dégager ». En fait, face au barrage pas d'encercllement. Erreur ou magouille? Mystère. Les « violents », ils l'ont voulu tant pis pour eux, mais parmi eux se trouvent les non-violents et c'est pour eux qu'il faut dégager. Voilà le sens de cette phrase.

Autre phrase relevée: « il faut reculer, avancer c'est les acculer au massacre ». Elle aussi est révélatrice des informations qui circulaient à l'intérieur de la manif lors des affrontements.

En fait, durant les affrontements, plusieurs milliers d'individus sont face aux flics. Derrière eux, un grand trou... Et puis... et puis... les spectateurs qui sont placés plus haut, beaucoup plus haut, au niveau des tribunes: « ah moi je suis non-violent, je ne descend pas ». Qu'est ce que ça veut dire? Le non-violent ou le pacifiste qui pour des raisons quelconques refuse l'affrontement et quitte la manif encore ça passe. Les non-violents qui regardent les affron-



tements, ça passe déjà plus difficilement. Ils acceptent la violence par personnes interposées et se masquent derrière un langage non-violent. Une grenade qui explose à 50 mètres, les voilà qui cavalent dans tous les sens, chacun pour soi, oublions la solidarité, l'amour, la fraternité... Les grenades se calment et hop on regarde de nouveau en bas où ça en est.

Ceux-là qu'ils se disent non-violents, c'est évidemment leur droit, mais ne peut-on pas se poser des questions? Les termes de rigolos sembleraient plus appropriés. Ils se réclament de Gandhi mais oublient que les manifestations de Gandhi n'étaient pas de tout repos et parfois les blessés et les morts étaient nombreux. De plus, il est bien connu qu'entre la lâcheté et la violence, Gandhi choisissait la violence.

Non-violent, on essaie de l'être jusqu'au bout. Vraiment ils donnent une piètre idée de ce que peut être la non-violence. On en arrive à défendre la non-violence sans être spécifiquement non-violent, ni pour autant spécialement violent. Il y a des situations où il faut user de violence, d'autres non.

En dehors des formules intégrant logiquement comme un jeu de cubes les événements de Malville dans une idéologie prouvant par A plus B égale C qu'on l'avait toujours dit, que peut-on en tirer?



Deux choses sont sûres: d'une part lorsqu'il y a danger, le pouvoir en France devient ouvertement fasciste. D'autre part avant Malville, je comptais aller à Naussac et au Larzac, après Malville j'ai décidé d'aller me promener ailleurs.

SOMBRE DIMANCHE

A Malville, je n'y étais pas. Je ne pouvais pas. Mais pour être honnête, il faut bien avouer que cette impossibilité me soulageait. Parce que j'avais la trouille et la trouille que ma trouille me bloque et me rende complètement inefficace. Enfin, mes états-d'âme n'ont qu'un intérêt limité sauf que je n'étais sûrement pas le seul à avoir la trouille et que je pense qu'il vaut mieux en être conscient et savoir que l'affrontement avec le pouvoir totalitaire qui se met en place, ne sera pas une partie de rigolade et que les sourires n'ont jamais fait tomber les fusils. Je n'ai pas envie de mourir atomique ou idiot. Mais je n'ai pas non plus envie de mourir martyr, ni de perdre une jambe ou un bras ou quoi que ce soit.

Alors j'ai suivi à la radio, comme tout le monde. Est ce que c'est moi qui déconne ou bien si vraiment tout le monde ce jour là, écoutait la radio avec un air grave qui n'est pas de mise un dimanche d'été. C'était peut-être la pluie.

D'abord, les communiqués avaient une petite allure triomphale « les manifestants pénètrent dans la zone interdite ». Tout paraît facile, presque trop beau. Et tout à coup, le ton change, devient plus grave, plus tendu « les forces de l'ordre ont décidé de ne plus reculer ». Tiens ils avaient donc décidé de reculer ?

Tout cela donne l'impression d'un piège. A partir de là, on entend parler d'affrontements violents, les communiqués deviennent de plus en plus fréquents. L'annonce d'un mort ne me surprend pas. Je pense même que si on en annonce un c'est qu'il y en a plusieurs. Ce qui suit donne l'impression d'une débandade. Et j'imagine, pour les avoir vécues en d'autres circonstances, les ratonnades qui doivent se dérouler.

Le lendemain tout le monde en parle. Pour certains avec amertume, avec le sentiment d'un échec, sans qu'il soit très clair si cette impression d'échec est due à l'impossibilité de pénétrer sur le site ou à la mort. Même ceux pour qui il faut toujours prendre la vie du bon côté et dont ce n'est de toute façon pas les oignons en parlent. Même ceux à qui on ne cause pas d'habitude. En tout cas tout le monde paraît cette fois conscient de l'enjeu. Mais on n'en parle de façon anxieuse, sans trop s'engager, avec prudence et peur. Est ce que ce n'est pas cette même peur qui règne dans les périodes de montée du fascisme ? Et voilà, on entre dans une période cruciale où se joue un choix entre deux sociétés, deux civilisations fondamentalement différentes. Une société totalitaire ou une société libertaire. Entre les deux, il n'est pas de compromis possible, l'affrontement est inévitable. La prochaine fois, ou la fois d'après, j'y serais. Avec ma trouille. Mais je pense que dans cet affrontement, le choix des armes est aussi important et indissolublement lié au but que l'on se donne. Sur le terrain militaire, j'ai peur qu'on soit perdant d'avance soit parce que ce sont les armes de l'adversaire et qu'il les connaît mieux que nous, soit parce que pour le surpasser on doit devenir pareil à lui. Je crois qu'il nous faudra trouver de nouvelles armes et un terrain d'affrontements que nous possédons mieux que le pouvoir. Je ne suis pas sûr que les grands rassemblements soient la meilleure, ou la seule possibilité pour cela.

Il est évident que les forces de l'ordre étaient plus armées, plus organisées, plus entraînées que nous. Même en forçant un barrage, on sait bien que derrière il y en a encore avec en supplément gratuit l'armée au grand complet.

Mais le but est de tenir et vu le nombre, cela semblait possible. Tenir le plus longtemps possible essayer d'avancer le plus près possible du site. Les non-violents aiment à répéter qu'il ne faut pas lutter sur le terrain de l'adversaire où il nous a mené avec une facilité dérisoire. Forcer le premier barrage au lieu de négocier, voilà autre chose de plus percutant. Au moins le terrain plat aurait permis à la manif de s'élargir.

Les non-violents s'en prennent également aux provocateurs. Ils oublient qu'une manif interdite c'est déjà provoquer. Et provoquer quoi ? Un pouvoir qui passe son temps à provoquer. Ces antennes de combat, les forces de l'ordre, ce sont pire que des provocateurs, ce sont des ...bref peut importe le mot.

Autre remarque, le nombre n'est pas tout. Vous pouvez faire manifester des millions d'individus, si ce qu'ils veulent ce sont les petits oiseaux et les jolies fleurs, le pouvoir s'en lave les mains.

A Malville, le pouvoir a bien manœuvré face aux manifestants perdus. D'ailleurs des responsables ne disaient-ils pas très sérieusement, s'en prenant sérieusement aux « violents » « ce qui a manqué ce sont des petits chefs ». Jusqu'à quel point est-on anti-nucléaire ? Ne trouve-on pas de tout dans l'écologie ? Les rassemblements sont-ils valables ? Autant de questions que l'on peut se poser.

MALVILLE: grand Rassemblement Pacifique et offensif...

Malville - 30 et 31 juillet 1977 - Grand rassemblement pacifique et offensif contre le surgénérateur Super-Phénix en construction. Faut-il y participer ? Vaut-il mieux s'abstenir ? Il risque d'y avoir de la violence, des provocations.

Quand on est pacifiste, et que de surcroît on sent la justesse et la nécessité des luttes écologiques, on ne peut pas hésiter longtemps: il faut être présent. L'homme étant la première valeur à défendre sur terre, et un environnement sain lui étant indispensable pour vivre et continuer à exister dans l'avenir, il faut se battre contre tout ce qui risque de lui nuire gravement, et donc contre le nucléaire, civil ou militaire (c'est d'ailleurs la même chose ou quasiment). Nous sommes véritablement en « état de légitime défense ». Bien. Donc il faut y être... Il n'empêche que, rentré de vacances tout exprès, je n'ai pu dormir les deux nuits précédant le départ, tant l'angoisse était forte.

Le samedi matin à Villeurbanne, nous sommes deux (pacifistes, membres de la section de l'Union Pacifiste de France) à prendre le départ, nous emmenons deux autres manifestants, il pleut. Sur la route, un centre d'accueil nous transmet les dernières consignes « vous venez de Lyon ? Bon, votre point de rassemblement est Montalieu, tout se passe bien pour le II est midi et demi environ. Nous gagnons donc Montalieu sans difficultés. Un rayon de soleil... Nous en profitons pour attaquer un bon casse-croûte sur le parvis de l'Eglise. IL y a là beaucoup de gens qui vont et viennent, c'est un peu la fête... mais pas la franche gaité tout de même. Un peu plus loin, près du stade, les gendarmes bloquent l'accès à la RN 75.

Après le repas un petit café nous ferait du bien... Mais là, surprise. Nous faisons les trois cafés situés sur la place, partout on nous fait la même réponse « on n'a plus de café, notre machine est en panne ». Qu'à cela ne tienne, la plupart des consommateurs boivent autre chose, vendu plus cher que le café. Les commerçants de Montalieu sont, je crois, contre Super-Phénix, mais en attendant, il n'y a pas de petits profits...

Le stade de Montalieu est l'endroit choisi pour un des rassemblements, nous allons y planter notre tente et visiter un peu les stands. Des forums se tiendront dans l'après-midi sur le stade, juste entre deux averses. A en juger par le forum auquel j'ai participé, sur le nucléaire et l'emploi, il s'est dit beaucoup de choses intéressantes ce samedi après-midi dans cette région de l'Isère bordée par le Rhône. Véritablement un autre monde est en train de se chercher, une société reposant sur la responsabilité individuelle dans tous les gestes de la vie quotidienne, et non plus sur la démission. Bref, du sérieux chez les participants; l'autogestion sort peu à peu du domaine de l'utopie. Le soir, un orchestre très dynamique nous fera danser sur des airs de Folk et des chants révolutionnaires. Le soir aussi, il faudra prendre en A.G. une décision grave, bouleverser le plan prévu par les organisateurs. En effet 100 000 personnes étaient attendues, et ce samedi soir, nous devons être environ 30 000, entre les différents campements.

Plusieurs propositions sont soumises au vote populaire:

1 - maintenir le programme prévu, soit quatre marches convergeant vers le site, mais nous sommes relativement peu nombreux.

2 - converger vers un point de ralliement; et se diriger

ensuite vers Faverges, tous ensemble, c'est à dire avancer en zone interdite et affronter les « forces de l'Ordre » en un seul point.

3 - converger vers un point situé hors de la zone interdite pour montrer notre force, sans affrontements, même non-violents, alors la marche n'est plus offensive.

Dans les campements, les A.G. ont opté pour la seconde solution. Aussi le lendemain, dimanche, dès avant sept heures, nous sommes debouts, chacun pliant son matériel de camping et l'acheminant vers les voitures, car il ne faut pas trainer: avec ce nouveau programme nous avons davantage de chemin à parcourir. Cependant il sera bien neuf heures lorsque le cortège s'ébranlera en direction du Bayard, comités locaux en tête et manifestants groupés en tranches de deux cent personnes environ. De nombreux participants, équipés de casques de moto ou de chantier, de lunettes ou de foulard, quelques uns plus rares cependant de barres de fer ou de bâtons... « pour se protéger » m'a t'on dit. La progression sera lente et ponctuée de nombreuses averses. (on m'a rapporté que l'hélicoptère aurait envoyé des fusées contenant du nitrate d'argent vers les nuages afin d'arroser copieusement les marcheurs; je ne sais si ces informations ont été confirmées, mais la guerre météorologique pourrait bien faire partie de la panoplie de la lutte contre « l'ennemi intérieur »). De temps à autre, nous sommes informés par mégaphone de ce qui se passe en tête. Vers quinze heures nous sommes à Chavannes. La tête de marche, affronte les forces de monsieur le préfet depuis un bon moment sur les hauteurs du Devin. Les ambulances des manifestants nous contraignent de plus en plus souvent à rompre le cortège dont la progression est alors quasiment nulle, avant que la coordination ne prenne l'initiative de nous inviter à nous rassembler tous dans un champs situé à quelques dizaines de mètres de l'endroit où les camarades de l'avant essuient le feu des grenades offensives et au chlore. Puis nous nous replions sur Poleyrrieu, dans un champs en bordure de la RN75 pour faire le point et dégager un premier bilan de l'action. C'est en longues files désordonnées que les manifestants fourbus regagnent ensuite toujours sous la pluie, leur point de départ respectif. Outre le décès de Vital Michalon et les nombreuses blessures graves il convient de signaler que les mouvements de foule étaient rendus difficiles tant par l'indiscipline des manifestants que par les intempéries: nous enfoncions dans le sol jusqu'au chevilles lors du départ du champs situé au Devin.

Quelles conclusions tirer de cette marche? tout d'abord il faut déplorer les conséquences de la violence policière, la « contre-violence » (mais il faudrait la définir) de certains manifestants n'étant ni de même nature elle ne visait pas les hommes - les policiers - mais le site à détruire) ni de même ampleur que la violence de la police. Ensuite, il faut remarquer que si l'objectif « militaire », (reprise et destruction du site) n'a pas été atteint (mais comment aurait-il pu l'être puisque la marche était pacifique et qu'elle devait obligatoirement se heurter à une barrière de protection musclée?). L'objectif politique lui, semble bien l'avoir été, les masses médias relatant abondamment la manifestation et permettant ainsi que soit posé à l'ensemble de l'opinion la question nucléaire.

Réflexion d'un Terroriste

Malville le 30-31 juillet 77 le grand rassemblement avait été préparé pendant un an par les écologistes et tous ceux en général qui pensaient que le nucléaire était trop dangereux pour qu'on laisse construire un surrégénérateur. Face à une gauche de plus en plus réformiste modérant ses luttes afin d'arriver au pouvoir en 78 le mouvement écologique apparaissait comme une alternative intéressante à tous ceux qui luttent pour une qualité de vie meilleure et refusaient de se soumettre aveuglement à un pouvoir quelconque qu'il soit de droite comme de gauche. Et pourtant que s'est-il passé à Malville ?

L'objectif de la manif était simple: lutter contre phénix, et pour cela il fallait d'abord un rassemblement massif montrant l'étendue du mouvement anti-nucléaire puis montrer notre détermination en marchant sur le site et en essayant de l'atteindre pour causer le plus de destruction possible. L'objectif et les moyens étaient clairs. Face à cela l'attitude du pouvoir fut les 5000 C.R.S., gardes mobiles et autres unités de paras, zone interdite dans un périmètre de 7 Kms autour du site avec ronde de police toutes les demi-heures à l'intérieur de la zone.

La paranoïa policière en était à un tel point que les paysans de la zone étaient systématiquement contrôlés dès qu'ils mettaient un pied dehors.

Le décor était pourtant bien planté, tout le monde le connaissait: nous voulions passer et les flics voulaient nous en empêcher. Il n'y avait donc que deux solutions: refuser l'affrontement, se soumettre au pouvoir et alors annuler la manifestation ou la maintenir, mais alors aller jusqu'au bout de ces objectifs et de ces idées. Les comités Malville et certains non-violents avaient d'ailleurs bien vu l'alternative puisque dans les derniers mois avant le rassemblement ils commençaient à adopter une attitude beaucoup plus nuancée, prétextant que de toute manière, il n'y avait plus rien à détruire sur le site, et avançaient le mot d'ordre de manifestation symbolique. En fait les comités Malville avaient lancé un mouvement qu'ils ne contrôlaient plus tant ils étaient devenus populaires. Le problème aurait alors dû être dans ces conditions d'ouvrir un large débat sur l'attitude à adopter face au pouvoir et à la repression policière et dépasser ces débats moraux violence, non-violence pour adopter une attitude claire.

Le résultat en a été que sur 50 000 manifestants seuls 2 000 ont été jusqu'au bout de leurs idées et d'affronter les flics. Et face à la violence policière, quelle a été l'attitude de la plupart des non-violents de nous traiter d'extrémistes, de provocateurs, et de nous regarder tranquillement prendre des grenades dans la gueule bien en sécurité à l'arrière. Le pouvaient et la presse ont eu beau jeu ensuite de nous traiter de terroristes internationaux et de nous désoler. Il faut dire qu'il a été aidé par la coordination Malville, et les organisations gauchistes qui demandaient aux manifestants de reculer pour laisser ceux en première ligne refluer en cas de charge des flics, ce qui a eu pour effet de nous laisser seuls. (bien que quelques militants de ces organisations soient restés individuellement au premier rang). D'ailleurs la position des organisations d'extrême gauche était claire. Elles voulaient un grand rassemblement politique afin de montrer leur force face au pouvoir et à la gauche. C'est pour cela qu'elle défendait une manif unique plus impressionnante et beaucoup plus manipulable. Le nucléaire et l'écologie, eux, n'en avaient rien à foutre. Le plus bel exemple en est la réponse de la militante de « L'Humanité Rouge »

qui m'a dit qu'elle était contre le nucléaire et la bourgeoisie, mais pour le nucléaire prolétarien ! Comme s'il existait une différence entre l'atome de gauche et de droite, les accidents de gauche et de droite.

Mais il serait trop facile de tout rejeter sur les autres. Une des causes de l'échec de Malville a été notre manque de préparation stratégique. Nous aussi nous aurions dû mieux étudier le terrain et les moyens - violents ou non-violents - de résister aux flics et d'essayer de passer.

L'attitude du pouvoir a d'ailleurs été exemplaire. Là encore on s'est fait baisser sur toute la ligne. Par une suite de barrages successifs, les flics nous ont amené dans une cuvette, avec une petite route qu'ils tenaient bien en main, et tout autour des bocages glissants et des champs de maïs. Nous ne pouvions les attaquer que frontalement, ce qui s'est naturellement révélé inefficace vu qu'ils nous tenaient à distance avec des grenades. De plus grâce aux hélicoptères, le préfet savait que nous étions une minorité. Il pouvait donc sans grands risques déclencher un processus de violence rarement atteint puisque les grenades offensives ont été très peu utilisées en France.

Quant à notre arrivée à Faverges, il faut bien dire que l'attitude des comités Malville a été pour le moins bizarre. Les deux barrages qui ont fait dévier le rassemblement de Montaliou, n'étaient composés que de deux ou trois flics. En face nous étions 15 000. Nous aurions donc pu passer facilement même sans violence. Nous aurions rencontré les flics un peu plus loin, mais sur un terrain un peu plus plat et donc un peu plus à notre avantage. De plus, à entendre les mégas, on avait l'impression que les barrages étaient énormes et infranchissables. Comme certains l'ont déjà dit, on aurait pas été un peu manipulé par hasard ?

Cette lacune dans les discussions, s'est traduite encore plus manifestement dans les débats du samedi. Les non-violents sentaient bien que la violence était quasiment inévitable, et les gauchistes ne s'intéressaient qu'à l'aspect massif et politique de la manif. Le dimanche matin, on est donc parti face aux flics sans but ni tactique ni clarification. Il fut alors facile de venir après nous expliquer que finalement le but de la manif n'avait pas été d'aller sur le site. Ben voyons ! En attendant, nous avions pris des lacrimos plein la gueule pendant trois heures en essayant de passer.

Le seul aspect positif de Malville est qu'il va peut-être servir à clarifier la situation dans le mouvement écologique (c'est quand même triste qu'il ait fallu un mort et des blessés graves pour cela). Une cassure va certainement apparaître entre d'un côté les non-violents ou pseudo non-violents réformistes qui voulaient lutter contre le nucléaire sans attaquer réellement le pouvoir et une autre tendance plus radicale (incluant d'ailleurs les non-violents actifs) faisant la jonction entre les deux types de lutte qui sont indissociables. Car le nucléaire a aussi un aspect politique important. Il va permettre d'accroître la centralisation de l'Etat (les centrales nucléaires sont de grosses unités dont la réalisation est planifiée au plus haut niveau) et la repression sous prétexte de sécurité.

Les débats qui vont, je l'espère, s'instaurer permettront peut-être d'ouvrir enfin des perspectives politiques à l'écologie. Une des causes de la confusion entre écologistes vient, à mon avis, du fait qu'ils se sont battus uniquement sur des points particuliers (pollution nucléaire...) sans projet global. Et c'est là en particulier qu'il existe un apport libertaire important à l'écologie.

APPEL de GRENOBLE

Après la plaidoirie de Ballard sur l'interdiction d'assister au procès pour le public alors qu'il devait être ouvert à tous. Le président avait délivré 50 laissez-passer, il demanda où ils étaient; un du comité Malville vint à la barre et déclara « nous les avons, mais ce n'est pas suffisant ». Puis De Felice dit que la liberté était restreinte voire inexistante. Les droits de l'Homme sont bannis, la publicité des débats n'est pas respectée et la présence policière est très forte. Dans ces conditions nous voudrions que le procès se déroule dans le respect des lois démocratiques. Après cela, De Felice rappelle au président qu'à côté il y a des salles beaucoup plus grandes qui permettraient à plus de gens d'assister au procès.

Témoignage des prévenus

Bechloff: né le 1 - 4 - 1945, étudiant à Francfort, accusé le 7 août de port d'arme de la 6ème catégorie, et d'action concertée à force ouverte. « J'ai fait appel parce que mes camarades et moi nous sommes innocents. Les témoignages sont faux ou mal interprétés. Je vais vous expliquer pourquoi nos identifications sont fausses: il était impossible de reconnaître la nationalité des gens, les flics étaient au moins à trente mètres, et en raison des fumées de lacrimos et du va et vient des gens il était impossible de voir les visages. L'identification se fit bien plus tard, au commissariat de police; sur les 16 arrêtés, 12 furent reconnus! On ne sait trop comment... Hans Jager: né le 31 - 1 - 1952 à Bassen, étudiant à Berlin. « Nous étions 8 à La Tour Du Pin, nous venions de sortir d'un restaurant et nous regardions sur une carte pour partir à Barcelone. Quand les flics nous arrêterent, il était environ minuit. Ils m'accusèrent d'avoir deux casques alors qu'ils étaient dans une autre voiture, je n'avais rien dans la mienne. Le gendarme qui m'a « reconnu » s'est trompé, il a déclaré que j'étais en jaune, alors que j'avais un imperméable bleu et un poncho vert, tous mes habits qui étaient mouillés étaient dans la voiture qui est toujours chez le garagiste. Quand nous sommes passés chez le procureur de la république mardi à une heure du matin, nous n'avions ni mangé ni dormi depuis deux jours. Je n'ai pas fait de déposition à la gendarmerie.

Rudolph Krandhull: né le 11 - 3 - 55, étudiant. « Je suis innocent et je nie le témoignage du flic ».

Lucien Mons: né à Tulle, travaille à Paris dans un lycée. « Je reviens sur mes déclarations car j'ai reçu des coups de randgers pour me faire avouer; on a été toute la nuit menacés, insultés; un chien policier était à côté de moi tout le temps. Pourquoi accuser 12 personnes alors que nous étions 70 000 ».

Roland Muller: né le 17 - 7 - 1953, étudiant à Berlin. « J'étais dans la voiture avec mes copains, les flics là encore se sont trompés sur mes vêtements; c'est pourquoi je n'ai pas voulu parler de mes habits pendant le procès ».

Joseph Schweizer: né le 17 - 3 - 1954, étudiant à Berlin; « Je suis innocent, je n'avais pas de casque, et j'étais tout le dimanche avec les mêmes gens c'est à dire Muller, Jager, Nebel, Hindenberger et des autres ».

Thérèse Ciaramaglia: née en 1958 à Marseille, photographe, arrêtée à 11 heures à Bourgoin. « Au commissariat j'ai été frappée, insultée, identifiée; nous avons tous été numérotés dans le dos. Le lundi matin les flics sont venus relever chacun un numéro, et regarder nos gueules et nos habits. Pourtant le jour du procès tous se sont contredits. Je suis anti-nucléaire, je n'étais pas sur le terrain

des affrontements ». Le président « à propos des boulons, la quelle des deux versions choisissez vous ». Thérèse « au commissariat nous étions lamentables et j'ai dit n'importe quoi ces deux boulons m'ont été donnés à Faverges, mais je ne m'en suis pas servi ».

Hartmut Kuhn: né en 1950, étudiant à Hanovre. « J'étais avec d'autres amis qui peuvent témoigner comment j'étais habillé, mais on a refusé mes témoins. Par contre les flics m'ont prétendument reconnu mais avec de telles contradictions qu'il était impossible de me reconnaître. Je connais bien le danger nucléaire, je fais parti depuis un an d'un comité anti-nucléaire et nous avons, ensemble avec la population d'une région, empêché l'implantation d'une centrale du même type que Malville. C'est pour cela que je suis venu car quelques kilos de plutonium peuvent faire une catastrophe européenne ».

Plaidoirie de de Felice

Nous nous sentons inquiets de l'illégalité du procès, ce fut un choix du hasard. Ils ont été accusés de flagrant délit alors qu'ils ont tous été arrêtés à plus de vingt kilomètres. Le flagrant délit s'explique lorsqu'on trouve le prévenu en possession d'objets délictuels sur le lieu même du délit. Quand à la loi anti-casseurs elle suppose que le prévenu ait été pris sur le fait.

Ces jeunes à la recherche d'une autre vie sont en droit de refuser le nucléaire qui fera de notre société une société policière alors qu'ils veulent une société plus juste, sans Etat ni capitalisme comment voulez vous qu'ils vous comprennent si vous les condamnez, vous êtes bafoués par l'administration et par le gouvernement; ferez vous leur justice? Pourquoi parler de procédés illégaux, d'extradition, de témoignages guidés par la rancune de policiers victimes de leur excès de zèle? Ce procès est un procès politique. C'est le premier sur le nucléaire mais pas le dernier. Cela est très important pour l'avenir. Recherchons ensemble les bases d'une future vie plus juste. Faisons la synthèse de l'ensemble des témoignages pour en faire un jugement de qualité.

Plaidoirie de Maître Gaillard

Il parle de l'illégalité de super-Phénix. Heureusement super-phénix commence à faire parler de lui. C'est le plus puissant de tous et il est paradoxal que personne n'ait vérifié que les autorisations légales avaient été accordées. Monsieur le ministre donna l'ordre de construire sans aucune autorisation, vous et moi monsieur le président n'en avons rien su. Après plus d'un an de combat des écologistes, le 4 mai 1977 un permis de construire fut enfin donné. Quelques jours après, les associations écologistes s'empressent d'écrire un mémoire et vont voir le ministre. Le Conseil d'Etat commence à regarder le dossier, ils ne sont pas pressés. L'été arrive. Juste avant le procès monsieur le premier ministre demande l'application de la loi anti-casseurs et des sanctions sévères. Rappelons que le gouvernement allemand avait envoyé en ça de ses méthodes de repression.

Plaidoirie de Maître Myriam Picot

Elle parle de la responsabilité de Janin et du gouvernement. Quelle pouvait donc être la responsabilité des manifestants face à eux? Pourquoi avoir interdit la manifestation? Le site de Malville était il en danger? Comment pouvions nous entrer dans le site avec le nombre extraordinaire de CRS? Nous étions tous sans armes.

Plaidoirie de Maître Ripert

Il parle de la fragilité des témoignages de la Police. Pour eux, tous les chevelus se ressemblent. Des capitaines de gardes mobiles ont donné des ordres à leurs subordonnés « Dites que vos visières étaient levées, que vous étiez près des manifestants et que la visibilité était bonne » (Note de la rédaction: merci Bison Futé!).

Plaidoirie des autres avocats

Maître Cohen apporte comme preuve des photos où l'on voit bien la distance entre les forces de l'ordre et les manifestants. A quinze mètres on reconnaît un visage. L'ensemble d'une personne à trente mètres, mais seulement la silhouette à cinquante mètres, ce qui élimine la plupart des témoignages policiers.

Une avocate allemande parle de la répression en Allemagne, du film passé en France pour essayer de repérer les manifestants allemands. Sept allemands sont condamnés alors qu'ils étaient à peine mille sur 60 000 manifestants. Maître Gholzein fait une retrospective de l'EDF et du nucléaire depuis 1950.

Plaidoirie de l'avocat général

Je suis tout à fait d'accord pour qu'il y ait des mouvements écologistes qui sont très respectables comme idéal, et pacifistes. Mais il ya eu des infractions et des bavures. Des responsables ont été pris ils doivent être condamnés. La manifestation de Bourgoin fut choquante par la virulence de ses slogans. Et certaines paroles offensantes des avocats me choquent aussi beaucoup. Je sais à peu près tout ce qui s'est passé. La manifestation était en zone interdite maintenant je vais vous lire la déclaration de Mons au commissariat : « Je reconnais avoir été sur les lieux de l'affrontement c'était très dur, j'ai vu des manifestants envoyer des cocktails sur les flics là j'ai compris pourquoi ils sont devenus agressifs et nous ont envoyé des lacrimos et des offensives, mais je n'ai rien envoyé moi-même. » Il y a eu des arrestations pendant les événements ces manifestants ont été relâchés de suite et repris plus tard. Quand aux étrangers ils tombent sous le coup de la loi française puisqu'ils étaient en France. Vous dites messieurs les avocats que le procès est politique c'est une affirmation gratuite puisqu'il ne s'agit pas de délits politiques, vous parlez de sévices et tortures mais les accusés n'en ont pas parlé. Au sujet de la loi anti-casseurs elle permet de réprimer une nouvelle délinquance, celle de commandos qui mettent en péril sous couvert de manifestation la propriété des contribuables. Conclusion nous vivons dans un pays libéral, il est normal que des manifestations se fassent, mais dans le calme et dans la dignité. Je demande confirmation des condamnations.

Conclusion des avocats par de Delice

Face à l'Etat moderne les citoyens sont très fragiles. Quelle liberté ont ils alors que l'Etat est violent, très violent. Vous ne convaincrez pas. Personne n'a été convaincu par votre réquisitoire, pas même les journalistes. Comment voulez faire croire en la justice en inculquant au hasard, le procès de Bourgoin n'a pas été correct.

Verdict : Muller, Jager, Mons, Schweitzer, Bechloff, condamnés aux mêmes peines. Ciaramaglia, Krandhull, Kuhn, amnistiés.

EDF, SYNDICATS Même Combat ?!!

Pauvres de nous ! Ceux qui ne croient pas (ou plus) en l'efficacité des syndicats ouvriers, du moins tels qu'ils sont, actuellement, en France, ont une raison de plus de douter de leur véritable sincérité et de leurs objectifs.

Les syndicats, qui n'ont pratiquement rien fait pour le mort et les blessés de Malville, (sauf la CFDT qui a prêté un camion sono pour deux ou trois heures, le samedi 6 août à Bourgoin, et fallait voir comment ! tout juste une opération de publicité : on déploie les banderoles, on montre ses auto-collants et on se barre !) ces syndicats ont arrêté le travail une heure, le jeudi 11 août pour protester contre les différents « attentats » dont ont été victimes des locaux et du matériel de l'EDF. Pauvres connards ! Pourquoi ne pas défendre les CRS blessés lors des affrontements et demander de plus fortes peines contre les copains qui ont été arrêtés ? Ils étaient bien syndiqués ces flics ! Peut-être étaient-ils à la CGT, ou à la CFDT. Alors, est-on prêt à défendre les assassins ? Des locaux d'EDF - pourriture valent-ils mieux que les mutilés de Malville ? Quand on gueulait de rage, dimanche à Bourgoin, après l'annonce du verdict, en montrant les flics casqués, « assassinat, mutilations, faux témoignages... inculpations ! », on se gourrait. On oubliait d'autres personnes: les pontes syndicaux, les bureaux politiques et les dirigeants des partis de gôche, les salopards qui par leur indifférence et leurs revirement à 180 degrés ont laissé toute liberté à Jannin et à Bonnet. Plus d'entraves, tu parles d'une aubaine ! Même les syndicats et les paris de gôche se désolidarisent des manifestants de Malville: on va pouvoir cogner sans gêne ! Et les vautours de la CFDT de se pointer, lors du procès de Bourgoin, de faire leur tour et puis de se barrer. Maintenant, les syndicats de l'EDF arrêtent le boulot une heure. Pas pour protester contre le verdict dégueulasse, contre les mensonges des flics, et l'attitude criminelle et paranoïaque du préfet de l'Isère ! Non, on abime pas impunément les édifices publics de l'EDF, et ça, il est bon de le savoir ! Comme il est bon de savoir qu'il faudrait s'habituer à ne plus compter avec les syndicats ouvriers (du moins avec leur hiérarchie): le nucléaire, c'est sacré pour eux ! Comme le Concorde et les usines d'armement. Ça crée des emplois, paraît-il ! Ça crée la mort et le fascisme, mais ça c'est pas leur problème ! Les mecs (hommes, femmes, enfants, vieillards...) A nous de nous démerder tout seul. Et puis, il n'y a pas que les syndicats ! Il y a les milliers de gens déçus par les revirements politicards des syndicats et qui cherchent d'autres alternatives pour lutter efficacement contre l'emprise de l'Etat et de la bureaucratie. Il y a d'autres structures à créer, libertaires celles là et ayant plus de racines dans la vie quotidienne des gens, à l'usine ou ailleurs (et surtout ailleurs !). Mais ça c'est une autre histoire !

A BAS LA HIERARCHIE POLITIQUE
ET SYNDICALE !
VIVE LA VIE !



ANARCHISTES TOUJOURS PRETS (suite) ;

Montrer que les idées libertaires ne se réduisaient pas aux stéréotypes tout fait répandus en permanence dans l'opinion ? Non pas. Les drapeaux noirs et rouges flottaient au vent, l'orateur se faisait applaudir par une poignée de mecs saouls et pour tout le monde les anars étaient à la hauteur de la réputation que leur fait le pouvoir.

Pour la grande masse des gens de l'AG le point de vue libertaire s'était réduit à la manifestation folklorique d'une petite secte illuminée; comble d'ironie le représentant de la Ligue Communiste (parlant au nom de la quatrième internationale !) pouvait se payer le luxe de dénoncer au micro les manœuvres des libertaires; et le soir à Porcieu dans le « fief anarchistes » il a fallu entendre les gens enfin réunis dénoncer les partis politiques qui essayaient de manipuler le mouvement, - argument cher aux oreilles anarchistes - sauf que dans le cas précis le parti manipulateur c'étaient les anarchistes !...

Je ne voudrais pas avoir l'air de reprocher aux anars leur manque de « finesse politique ». Je trouve en effet que c'est plutôt une qualité, (quoique) mais enfin, tant que d'apparaître au grand jour bannières déployées autant ne pas s'entêter à démontrer le contraire de ce que veulent être le projet et la pratique libertaire.

P.S. L'orateur de Montaliieu était de la F.A. il aurait pu être du collectif libertaire lyonnais ou de tout autre groupement; que les copains de la F.A. n'y voient pas une basse attaque contre leur organisation, mais le comportement du camarade n'est pas sans rappeler certaines autres naïvetés. Je pense à cette couverture du Monde Libertaire qui reproduisait une photo d'une A.G. chez Renault où on avait mis au bonze de la tribune (P.C.-C.G.T.) un brassard avec marqué F.A....

Paranoïa et mégalomanie, les deux mamelles des sectes, n'épargnent pas les organisations anarchistes.

Grève de la faim à Clermont Ferrand

Paul Bony était professeur dans un centre de formation des apprentis du bâtiment depuis quatre ans. Il a appris avec stupefaction son licenciement pour « raison économique » que rien, dans la réalité ne justifie. En fait, ses cours dérangent dans une institution financée par le patronat pour ses propres fins. Ils mettaient un peu trop l'accent sur les conditions dans lesquelles les futurs OS se trouveraient exploités, et les rares possibilités de lutte qui leur restaient.

Ce licenciement s'inscrit dans une vague qui touche ce centre et d'autres du même type.

Une délégation n'a pas obtenu d'autres réponses que des promesses vagues. Paul Bony exige des promesses écrites et précises sur son sort. C'est dans ce but qu'il a entamé le 26 septembre, une grève de la faim qu'il poursuivra jusqu'à ce qu'il obtienne des assurances précises. Il ne le fait pas seulement pour lui, mais pour dénoncer une pratique devenue courante, et la toute puissance du patronat.

On peut écrire pour le soutenir au
Centre de Formation des Apprentis
2 rue Louis Dubert Clermont Ferrand.

MALVILLE S'EST DANS L'ISERE...(suite)

Un peu plus loin que Chavanne, nous rejoignons les autres marches, la banderole de tête est toujours devant, le service de protection barre la 140. Sur la gauche, un chemin descend, un vrai couloir bordé de haies. Des groupes en ciré jaune avec un H dans le dos passent. Une copine anar répond à une vieille dame qui s'interroge sur qui sont les violents, « j'en suis une madame », et toc la voilà qui s'engouffre dans le chemin. Déjà trente mille personnes sont passées, Poleyrieu, Courtenay, Morestel. Les locaux de Montaliieu ne sont plus très nombreux sous la banderole de tête, il est 11H30 - 12H, nous repartons. Le mégaphone ne diffuse rien, un membre d'une organisation politique porte le seul talkie que je verrai de la marche, il fait régulièrement le point avec son homologue situé en queue de manif. Des centaines de personnes passent par les champs, le silence est déjà ponctué par l'explosion des grenades. Une moto remonte, mais n'a aucune info à nous transmettre, je ne sais rien, nous ne savons rien. Les premières ambulances des manifestants commencent leur va et vient, la marche collective est impossible, car nous sommes rejetés à chaque fois sur les bas-côtés. J'arrive aux maisons du Devin, la banderole de Montaliieu s'arrête. Au méga, il est demandé à l'ensemble des manifestants de ne plus avancer, que la manif est pacifique, que quelques centaines de mètres plus bas ça se bagarre.

Plusieurs milliers de gens, pas tous casqués, me passent devant. Des groupes organisés avancent en rangs compacts, tout en gueulant des slogans sur le CHE. Trois estafette particulière frappées de la croix rouge descendent le chemin en direction de Faverge, je les suis. Dans les champs sur la gauche, les manifestants sont assez dispersés, il faut se faufiler dans les trous de haies, des barbelés de clôture sont couchés par terre, qu'est ce que je fous là ? Je ne connais pas ces terrains, je suis seul au milieu de tous, perdu, inactif, spectateur pour quelques instants de cet épais nuage de gaz qui un peu plus bas témoigne de l'intensité des tirs de grenades, l'hélicoptère disparaît dans cette grisaille, j'ai peur, la gorge me pique, les explosions m'affolent, quelqu'un élargit à la serpe un passage dans des petits arbres, je remonte vers le Devin.

Au mégaphone, il est demandé de se replier dans un champ en contre-bas, je retrouve des copains de Montaliieu, un appel est lancé pour que les têtes de marche se retrouvent, 6 ou 7 personnes sont là. Repli à Poleyrieu comme convenu ? Diversion vers le Bayard ? Remontée vers le Devin pour ne pas laisser tomber les manifestants qui s'affrontent aux flics ? La débâcle vers Poleyrieu est acceptée par l'ensemble des manifestants présents dans le champ ou plus exactement par ceux qui ont pu recevoir la proposition émise dans trois petits mégaphones disposés en étoile... Nous étions plus de 50 000...

J'apprend la mort d'un des nôtres, je suis fatigué, impuissant, j'ai perdu.



Lundi matin, Mâle-ville est toujours là, Bourgoin, la demande d'inculpation collective, je me révolte encore, pour combien de temps... Aujourd'hui il fait beau.

Horizon 78 et Idées Ouvrières

L'ancien groupe Cahiers de Mai puis Liaisons directes, dont IRL a parlé plusieurs fois (cf No 2-3...) vient de faire paraître une nouvelle publication « idées ouvrières ». Dans le premier numéro (juin 77) ce groupe explique, en quelques pages, son projet au moment où l'on aborde la période électorale des législatives de 78. Ce projet exprime bien, il me semble, ce que nous sommes nombreux à penser: la possibilité et la nécessité d'une autre stratégie que celle mise en avant par les partis de gauche, une stratégie s'inscrivant directement dans les luttes sociales, refusant la division du travail entre syndicats et partis, refusant des types d'organisation dont la fonction est seulement de prendre ou de contrôler des pouvoirs.

J'espère ne pas braquer les militants d'Idées Ouvrières, en disant que leur projet s'inscrit dans tout un mouvement actuel qui déborde largement une lutte strictement ouvrière, dans une longue tradition du mouvement ouvrier, (remontant au moins jusqu'à la première internationale) pour qui la lutte directe sur le terrain social peut seule conduire au socialisme.

Je me sens d'autant moins gêné de rappeler en quoi le projet d'I.O s'inscrit dans la tradition libertaire du mouvement ouvrier qu'à mon avis cette tradition déborde le mouvement libertaire spécifique. Bien plus, il me semble que les militants d'I.O, qui ne se disent pas libertaires, auraient beaucoup à apprendre à certains libertaires spécifiques parfois confinés dans leur « spécificité » justement.

En effet, le refus de la stratégie du programme commun et des grands partis de gauche ne signifie pas forcément implication militante dans le mouvement social. Suffisamment d'exemples montrent en quoi la tactique du « débordement » des grands partis réformistes signifie d'abord l'éclosion et la concurrence d'une multitude de petites sectes d'extrême gauche qui chacune, avec leurs drapeaux et leurs grands ancêtres, ne visent pas moins que les grands partis à « prendre ou contrôler des pouvoirs » au dépend de l'autonomie unitaire du mouvement social. On a essayé de le montrer plusieurs fois dans IRL à propos du Chili, du Portugal, et des multiples comités cartellisés d'extrême gauche, il faudrait le remonter inlassablement. La reconstruction d'un courant libertaire spécifique sur Lyon peut être l'occasion de renforcer l'autonomie des luttes sociales directes, de leur fournir les acquis d'une expérience historique que nous libertaires déplorons être quasi les seuls à rappeler (cf cependant et encore les efforts du courant lié à IO et la réédition des numéros de « la vie ouvrière » d'avant 14). Cette reconstitution peut aussi être la simple occasion de créer une secte de plus, un petit parti de plus, tout juste bon à affaiblir, au nom de ses idées le mouvement social autonome. Tout ça pour dire que nous avons beaucoup à apprendre des camarades d'I.O (comme de bien d'autres) en échange qu'ils nous permettent quelques remarques, essentiellement deux :

1 - si la lecture du projet d'I.O ne peut que provoquer l'adhésion d'un grand nombre de gens, les propositions concrètes qui suivent apparaissent encore une fois extrêmement étriquées, spécialisées, et pour tout dire assez sectaires. A lire I.O on a l'impression d'entendre parler d'une pratique qui se déroulerait sur une autre planète, pratique avec laquelle on peut être d'accord mais qui ne concerne en rien ce que nous rencontrons à Lyon et dans les environs en fait d'autonomie ouvrière et sociale. Le mouvement ouvrier qu'I.O accepte de faire rentrer dans ses schémas semble aussi mystérieux et invisible que

le « mouvement » des grèves sauvages de certains ultra-gauches. Que pensent les copains d'I.O. du groupe de postiers du centre de trie de Lyon-Perrache ? Ont ils des rapports avec lui ? Que pense t-il du groupe ouvrier de Roanne ? Ont ils des relations avec lui ? Ces groupes sont pourtant bien réels, insérés dans des luttes réelles. Est ce parce que les uns se disent libertaires les autres « pour l'abolition du salariat » qu'I.O. refuse de les prendre en considération ? Il existe sur Lyon un grand nombre de militants qui, regroupés ou non, agissent sur leur lieu de travail pour l'autonomie du mouvement ouvrier, pour la constitution d'une force enracinée directement sur le terrain social et luttant pour le socialisme. Pour I.O. ils semblent ne pas exister, ou du moins il leur faut, pour être pris en considération, qu'ils se dépouillent de toute leur propre réflexion, analyse, recherche théorique. C'est à cette condition semble t-il qu'ils peuvent entrer dans les schémas pratiques et concrets du groupe d'I.O. Encore une fois et paradoxalement ce groupe semble, sur un projet radicalement anti-groupusculaire, constituer lui même un petit groupuscule aussi sectaire que les autres.

2 - La seconde remarque est liée à la première. De la même façon qu'ils refusent de prendre en considération tout le bouillonnement d'idées propres aux militants ouvriers agissant sur le terrain social, le groupe d'I.O. restreint les luttes sociales au seul terrain de la production, ignorant superbement tout ce qui peut se passer dans les quartiers, dans le mouvement anti-militariste, le mouvement des femmes, le mouvement écologiste. Comment pourtant ne pas voir en quoi le mouvement des femmes, les comités de quartiers, les groupes écologiques, les groupes anti-militaristes constituent des composantes importantes d'un mouvement social anti-capitaliste autonome refusant les stratégies politiciennes, s'insérant en priorité sur le terrain social ? Comment ne pas voir qu'un grand nombre de militants ouvriers militent également sur les quartiers et dans des mouvements non directement liés à la production ? Comment ne pas voir qu'ils tirent justement de cette insertion multiple une réflexion plus riche, originale, globale qui préfigure un mouvement révolutionnaire de type nouveau.

Enfermé dans son fonctionnement de groupe, dans sa pratique immédiate, I.O. semble parfois incapable de considérer ce qui se passe autour de lui, ce qui échappe à sa propre pratique. Tout ceci peut sembler très sévère, et il reste que nous, à IRL, nous sommes sûrement très mal placés pour donner des leçons aux autres. Les lecteurs qui veulent se faire eux mêmes une idée plus précise de ce que font les copains d'I.O. peuvent leur écrire à :

ADIO 24 rue Sergent-Blandan 69001 LYON
s'abonner à leur bulletin (40F) et lire ci-dessous quelques extraits du premier bulletin.

Le courant pour « changer la vie » où doit il prendre sa force et sa richesse d'idées ?

- Aujourd'hui qu'une victoire des forces de gauche est devenue possible, la réponse que l'on donne à cette question détermine l'avenir.

Répondre à cette question, c'est déjà indiquer comment et vers quel socialisme on va.

Sur le terrain, la réponse des travailleurs est claire. Depuis de nombreuses années - et particulièrement depuis mai juin 68 - c'est dans les luttes sociales que le courant populaire « pour changer la vie » puise l'essentiel de sa force et de sa richesse d'idées.

- c'est par des actes, des initiatives, des exigences nouvelles ou encore en refusant de marcher dans une certaine façon de faire une politique en leur nom, que les travailleurs répondent à cette question.

- contribuer à faire connaître ces luttes, ces initiatives, développer les réponses concrètes à ces exigences nouvelles, à ces besoins précis, poursuivre le débat sur ce que doit être la politique, c'est affirmer en actes que ce sont les travailleurs qui esquissent, au cours de leurs luttes quotidiennes les solutions pour l'avenir.

.....
Nous vivons une crise de la politique sur le terrain. Cette crise est profonde. Elle est la conséquence d'une certaine manière de faire de la politique.

Il y a une crise d'une conception qui revient à demander aux travailleurs de maintenir le « bain-marie » des revendications en laissant à d'autres le soin de diriger, de faire la politique.

Du coup, il y a une crise d'un schéma hérité de l'histoire et reposant sur la division du travail entre syndicats et partis. Selon cette conception, aux syndicats revient la gestion revendicative des problèmes économiques et sociaux des travailleurs, aux partis politiques reviennent l'élaboration et la conduite de la politique.

Il y a une crise dans un grand nombre d'organisations entre ceux qui agissent pour le développement des pratiques collectives, condition première de l'unité de la classe ouvrière et condition de son autonomie politique, et ceux qui, agitant de préférence la phrase démocratique ou la phrase révolutionnaire, s'organisent de fait pour prendre ou contrôler des pouvoirs.

Cette crise est d'autant plus forte que la classe ouvrière a les plus grandes peines, y compris dans le syndicat, à faire valoir ses idées propres, son autonomie de classe. Aujourd'hui au nom de l'urgence d'échéances électorales importantes ou bien au nom de « il faut parer au plus pressé », le risque est considérable de voir s'accroître un type de division du travail que les travailleurs connaissent dans l'atelier, le chantier, le bureau: la division entre ceux qui produisent et ceux qui décident.

C'est précisément parce que de nombreuses luttes contre les conditions de travail imposées par le capitalisme ont porté ces dernières années sur le refus de la division accentuée entre travail manuel et travail intellectuel, qu'aujourd'hui c'est contre cette même division appliquée à l'activité politique, que bien des militants mènent une lutte quotidienne.

.....

Tout, vous saurez tout sur La Contrainte par Corps!

COMMENTAIRE JURIDIQUE : La contrainte n'est pas une peine, mais une mesure d'exécution des condamnations pécuniaires.

QUI SUBIT LA CONTRAINTE PAR CORPS ? Ce ne sont pas ceux qui ont de gros salaires eux ils paieront leurs amendes ou frais de justice par peur d'aller en prison. (ou par saisie-arrêt sur leur salaire). La contrainte ne peut donc en réalité frapper que ceux qui n'ont rien. C'est dans les faits une peine pour cause de pauvreté.

LES TEXTES : Il faut se référer aux articles 749 à 742 du code de procédure pénale et aussi à l'instruction générale qui le double surtout l'article C1009 « en ce qui concerne les condamnés insolubles, l'initiative de la contrainte appartient au ministère public. Il y aura intérêt à ne pas provoquer l'incarcération des salariés en état de chômage total ou partiel qui ne peuvent de ce

KALKAR-----NEWS

KALKAR : une victoire, une leçon ou les limites d'une manifestation de masse.

Kalkar une victoire, c'est vrai. La nuit est tombée, nous sommes dans le champ interdit du fermier Maas et à moins de 500 mètres des milliers de manifestants il y a le surgénérateur forteresse, son mur d'enceinte en béton avec ses meurtrières, l'éclairage des grues, les hélicoptères qui nous balayaient de leurs puissants projecteurs, les reflets argentés d'un cerf-volant. Des milliers de flics sont là aussi, luisant sous la lumière artificielle, en rang serré formant un cordon impressionnant. Toute la manifestation passera à moins de trois cent mètres de ces forces du maintien d'un certain ordre, seuls des slogans et des chants répondront à leur présence provocatrice. Nous sentons notre force, « Malville - Kalkar, solidarité », ce n'est pas du vent nous sommes tous là « presque ».

Kalkar une leçon, c'est juste. Que dire de la nécessité d'une organisation quand on a vécu la remarquable évacuation où se trouvaient les soixante mille manifestants si ce n'est qu'à Malville le champ du Devin c'était une fourmilière à Kalkar un immense serpent se déroulait en se faufilant dans un goulet où une dizaine de manifestants pouvait tenir de front. Des groupes de plusieurs milliers de personnes se soudaient les uns aux autres, mécanique bien huilée, l'engrenage de l'organisation portait ses fruits. J'ai vu des dizaines de mégaphones, de talkies, des manifestants regroupés par ville autour de drapeaux de reconnaissance pratiquement tous et toutes bottés, ciré sur le dos, protection contre le gaz. J'ai entendu sans interruption de 14 H à 20 H des informations, des discours, des chants, des slogans, la détermination était au rendez vous.

Kalkar, les limites d'une manifestation de masse. Face aux milliers de révoltés internationaux pour qui la lutte anti-nucléaire est une lutte sans frontières, la société policière dresse ses agents qui fichent, contrôlent, fouillent, lançant des herbes au travers des routes, posent des barrières de barbelés et de sables, sautent en armes des hélicoptères. Des millions de marks sont à la disposition de la répression anti-nucléaire pour mettre en place, et des matraques et des ordinateurs. Ne nous leurrons pas, Kalkar, c'est ce qui peut se passer de mieux en face de la technocratie policière où tout est informatisé; Malville c'est sur le chemin de ce qui peut se passer de pire.

Il nous faut vivre des dizaines de Kalkar, mais aussi et surtout des milliers d'actions de résistances individuelles ou par petits groupes: la propagande par le fait.

fait acquitter les sommes mises à leur charge par les tribunaux repressifs » Donc le procureur a tout pouvoir pour vous faire exécuter ou non la contrainte et c'est lui qui estime votre insolvabilité. Bien noter la différence. Devant le juge on vous demande des certificats et on délimite votre insolvabilité, le procureur, lui, n'a pas de limites c'est lui qui fixe l'insolvabilité.

IL FAUT SE BATTRE POUR L'APPLICATION LA PLUS LARGE DE CETTE CIRCULAIRE

LUTTE : Poursuivis pour contrainte unissons nous, écrivez Groupe Insoumission, au journal.

DEMARCHES A SUIVRE : Dès qu'on vous arrête où que les flics viennent vous voir en prison demandez à ce qu'il en soit référé devant le président du tribunal de grande instance (art. 756). Vous y êtes conduit si vous êtes libre ou vous attendez votre extraction si vous êtes en

prison; à savoir le juge n'a pas le pouvoir de supprimer la contrainte mais il peut soit la réduire de moitié (art. 752), soit vous accorder un délai pour différentes raisons qui peuvent être : - rechercher de l'argent pour payer; - entamer une procédure d'incident d'exécution (art 710, 711, 712 la procédure d'incident d'exécution vous ramène devant le juge qui a prononcé le jugement entraînant la contrainte; il peut par un autre jugement revoir sa position sur l'exécution de cette contrainte); - demander une audience au procureur pour qu'il applique la circulaire C1009.

DEVANT LE PROCUREUR En même temps que votre demande de référé faire une demande d'audience au procureur. Il a tout pouvoir jusqu'à ce que la contrainte soit mise en exécution. Il faut le convaincre de votre insolvabilité.

TRISTE REALITE Sur une population de trente mille sept cent détenus il y en a en moyenne trois cent cinquante qui le sont au titre de la contrainte.

DOCUMENTS Lire le dossier sur la contrainte par corps dans le numéro 44 du CAP. Lire dans le No46 la justice en folie.

MANIFESTE POUR LA SUPPRESSION DE LA CONTRAINTE PAR CORPS POUR LES INSOLVABLES ET LES DETENUS

La contrainte par corps est un archaïsme datant du moyen âge, on se payait alors sur la personne du débiteur des créances non-remboursées. Supprimée en 1793 et 1848 elle a toujours été rétablie sous le prétexte de faire

payer par crainte ceux qui auraient pu dissimuler leur argent.

En fait en pâtissent ceux qui n'ont rien; elle n'atteint que les démunis: on n'a jamais vu un PDG faisant de la contrainte par corps pour fraude fiscale. Elle est une atteinte inadmissible aux droits de l'homme.

Son application a d'ailleurs été restreinte en 1958, puisqu'elle a été supprimée en ce qui concerne les dommages civils, c'est à dire pour rembourser les victimes. Cette réforme a d'ailleurs été souvent tournée par le biais de la mise à l'épreuve sous condition du remboursement des dettes civiles et par d'autres moyens tout aussi révoltants.

L'Etat est le seul créancier qui se paye encore franchement sur les personnes. Ceci doit cesser, la contrainte doit disparaître pour tous les cas.

La circulaire C1009 qui laisse la possibilité au procureur de ne pas poursuivre les personnes en état de chômage total ou partiel doit remplacer immédiatement les art. 749 et ss. du Code de Procédure Pénale. Cette opportunité doit devenir une exigence et s'étendre à tous les démunis (chômeurs, bas salaires, budgets familiaux de survie), ainsi qu'à tous ceux qui n'ont pas les moyens de vivre. Et les détenus durant le temps de leur incarcération sont dans ce cas. La contrainte par corps ne doit pas prolonger la peine de celui qui ne peut évidemment payer puisqu'il est enfermé.

(texte déjà signé par le CAP, le syndicat de la magistrature, le MAJ, etc.).

LETTRE OUVERTE ...

Bonnet ! Tes flics sont des cons !

Non seulement tu les dresses à réprimer, mais en plus tu les dresses à tuer. Et depuis début janvier date de ma déserterion, aucun n'a été capable de m'arrêter. J'ai pu travailler tout ce qu'il y a de plus légalement possible sans qu'aucune fois tes flics ne me fassent chier. Je ne suis même pas planqué. J'ai été à Paris, Mende, Montpellier, Malville, Bourgoin, Naussac, Larzac, Barcelone... et je m'apprête à aller à Kalkar toujours avec la même quiétude.

Et tu dis que les français peuvent dormir tranquilles ! pauvres benet ! tu n'es capable que d'ordonner des assassinats, empreints de TA légalité bourgeoise étatisée. Le subversif que tu es sensé combattre règne en maître. Une chose nous reste à détruire, nous les révolutionnaires, c'est tout ce que ta caste a réussi « par églises, armée, usines... interposées » à insinuer dans la tête des gens, et il faut préciser que la fameuse « gôche » que combats, sombre crétin, agit par rapport à cet obscurantisme, à ces prisons cérébrales que tes ancêtres ont aussi à édifier.

Bonnet; tes flics sont des cons dotés de carences intellectuelles chroniques. Tu leur dit de bouffer du gauchisme, et ils bouffent - remarques il y en a d'autres qui bouffent du flic -.

Bourges; ça te concerne aussi !

Les tiens sont aussi tarés et merdeux. Ma qualité de déserteur ne m'a pas empêché de travailler à la caserne Rabi à bron (renseigne toi: charpente métallique provisoire).

Et puis ces véroleux ne m'ont même pas arrêté lorsque j'ai voulu me constituer prisonnier à Bourgoin, lors du procès des « douze » ! lors de cette entrevue, j'ai même appris que le vagabondage ne sera plus réprimé.

Vous êtes donc tous les deux accusés de flagrant délit de non - répression caractérisée.

La façade de votre libéralisme étant lézardée depuis son instauration je sais à quelles brimades je dois m'attendre, aussi je vous invite cordialement à réaliser la tâche dont vous avez la charge : faire rentrer la brebis égarée dans le troupeau. A moins que vos chiens ne soient enragés et préférerez m'abattre pour éviter la contamination, votre flichiatrice n'étant pas encore parfaitement au point comme celle de vos frères de l'Est.

Comme il est amusant de voir évoluer votre glorieuse basse cour où, sur des airs différents, chacun y va de son traditionnel couplet patriotique.

Mais cette mascarade ne doit pas nous faire oublier la lutte, la guerre qui se terminera par votre annéantissement. Appelez cela guerre civile. Les révolutionnaires appellent cela guerre de classe... Nous voulons vous détruire et c'est cela qui me fait refuser vos institutions.

Je n'aurai pas à vous dire: « ... tirez les premiers » vos institutions l'ont déjà fait et j'ai déjà répondu; profitez en, la balle est pour un petit moment encore dans votre camp... !

TONDEUR Alfred

LES FEMMES ET L'ARMÉE: Militarisme et Patriarcat

« Arlette Laguiller ? Elle est mignonne cette petite ! ce qu'il faudrait pour la calmer, c'est la marier à un parachutiste »

Bigéard
« Si l'homme avait simplement envie d'écouter ce que les femmes ont à dire d'elles mêmes, une grande partie des problèmes entre les sexes serait déjà résolue, ce qui est bien loin d'être vrai à l'heure actuelle. »

Elena Janini Belotti

En étant « le dernier recours de notre société libérale » l'armée est non seulement l'instrument indispensable de soutien et d'aide à l'économie capitaliste, mais aussi celui de sauvegarde de la société patriarcale. Il s'agit pour nous d'aborder le thème des effets du militarisme sur le comportement de l'homme (envers la femme) dans la société.

L'armée et la virilité ou l'homme militarisé

L'armée par le biais du service militaire couronne l'éducation infligée par la famille et l'école et la prolonge en inculquant aux jeunes mâles leurs rôles sociaux et sexistes. Il s'agit pour le système d'assurer la soumission des citoyens à la société patri-capitaliste. Qu'en est-il au juste de l'apprentissage de la virilité ? Qu'est-ce que la virilité ? Et qu'apprend-on à l'armée ?

On y entend les grivoiseries d'hier et les histoires de cul d'aujourd'hui et en guise de vie sexuelle ce sont les tristes virées nocturnes chez les prostituées. A côté de cela on y apprend quelque chose d'essentielle : l'homme est supérieur. Imbu de cette supériorité il peut partir pour la chasse aux femmes (la drague, le viol) comme en temps de guerre il pourchasse son ennemi. Cette initiation peut elle amener l'homme maintenant viril à de véritables tentatives sexuelles ? Le vio, expression extrême de la domination de l'homme sur la femme ne disparaîtra pas tant que cette mentalité de l'homme supérieur et de la femme « faite pour être chassée » ne sera pas fermement remise en cause et complètement abandonnée.

Ainsi on peut dire que virilité n'est rien d'autre que le pouvoir reconnu de l'homme sur la femme dans toutes les dimensions de la vie. Or tout pouvoir de domination implique dédain, dénigrement de l'opprimé, violence. c'est bien ce qui se passe à la caserne comme l'indiquait déjà en 1900 Urbain Gohier (2). « la caserne devrait inspirer à toutes les femmes une haine impitoyable : car c'est à la caserne que les hommes apprennent à mépriser les femmes. »

L'armée cette grande communauté ou la négation de la femme

Certains défenseurs de l'armée justifient le service militaire en indiquant qu'il apprend aux jeunes à vivre en communauté, la plus grande collectivité comme l'indiquait un ministre des armées. Voilà encore un aspect inquiétant de l'apprentissage reçu au service militaire. On y apprend à vivre entre hommes avec la misère sexuelle que cela impose. Qu'est-ce que cette communauté de mâles a en commun avec la société sinon la place inexistante qu'y occupent les femmes ?



Belle Poitrine

Développement, Fermeté, Reconstitution
en deux mois, par les

PILULES ORIENTALES

Bienfaites pour la santé - Flacon av. notice 6'35 fr.
Env. discr. J. Ratté, ph^m, 5, passage Verdeau, Paris.
Bruxelles : Ph^m S. Michel. Genève : Cartier et Jorin.
Buenos-Ayres : P^{te} Franco-Inglesa. Montréal : A. Doczy.

On s'aperçoit ainsi que l'armée entièrement investie par la mâlocratie est le véritable reflet de la société patriarcale où les hommes s'occupent seuls des tâches « sérieuses » et se réservent tous les pouvoirs...

Principes et résultats du patriarcat

Les considérations ci-dessus ne sont que le constat de la société patriarcale vue sous l'angle de l'armée. Ceci ne doit pas nous faire oublier que l'apprentissage des garçons au patriarcat ne débute pas à l'âge du service militaire mais bien dès la naissance. C'est dès le plus jeune âge que le garçon apprend à être « dominateur agressif » et la fille « soumise et passive » (cf. une très bonne lecture *Du côté des petites filles* aux Editions Femmes). Cependant l'armée est pour beaucoup dans cet état de fait. La société patriarcale est militarisée dans la mesure où l'armée et le patriarcat ont tous deux les mêmes valeurs, hiérarchie, ordre basé sur la contrainte, et sont tous deux au service du plus économiquement dominant. W. Reich a très bien vu que « forment un tout l'amour et l'argent, le patriarcat, l'abstinence pour les enfants et les adolescents, la sujétion des femmes, les relations familiales et matrimoniales rigides, la cuirasse caractéristique des êtres humains, les perversions sexuelles et les maladies mentales - symptômes permanents de la répression sexuelle » (Reich, *Les hommes et l'Etat*, p. 96).

Le patriarcat existe depuis longtemps mais il n'a pas toujours existé comme certains aimeraient le faire croire.

Françoise d'Eaubonne montre dans un ouvrage consacré aux femmes avant le patriarcat, que celui-ci est l'aboutissement de deux découvertes : celle de s'attribuer la filiation de la terre, jusqu'alors réservée aux agriculteurs, et celle de la maîtrise de la fécondation animale y compris l'humaine, par la connaissance du processus de paternité qui retirait aux femmes leur pouvoir d'agent exclusif de procréation et d'intermédiaire entre humanité et divinité. L'homme s'attribue alors le rôle primordial, celui du jeteur de grain dans un terreau inerte. Cette tournure phallogratique de l'espèce humaine se déroule entre 5000 et 3000 ans avant J.C. Aussi il n'est pas évident qu'on s'en sorte du jour au lendemain. Pourtant il s'agit bien d'en sortir car les résultats deviennent inquiétants : « ils sont très forts, les hommes, ils volent à Mach-5, ils peuvent nous faire sauter mille fois avec leurs bombes, ils savent même fabriquer des monstres in vitro. Grâce à ces géniaux bricoleurs, l'air est devenu irrespirable, les villes mortelles, l'eau pestilente et l'héritage génétique est en danger » (extrait d'un numéro du *Torchon brûle*).

Depuis ces dernières années, des femmes se regroupent et luttent contre l'oppression qu'elles subissent. Selon leur comportement habituel de mâles, bien des hommes n'y prêtent pas attention. Il est évident que de sa situation de privilégié, l'homme ne veut pas se sortir. Mais les privilèges ont leur revers, et l'enjeu est de taille : « sans les femmes et l'éveil de leur conscience avilie, les vraies révolutions s'épuiseront et la terre redeviendra celle de l'homme fort, puissant et triomphant ; de l'homme semeur de progrès, d'oppression et de détresse » (extrait de *Paroles de femmes* d'Annie Leclerc).

J.M.B. Grenoble

Le Chauvinisme de l'Argousin Grand Russe.

«Les puissants de ce monde sont forts parce que nous sommes à genoux. Levons nous.»

- Ivan Iakhimovitch.

Cette expression de V.I. Lénine, qui sert de titre pour cette étude, en indique le sujet: le sort des minorités nationales en U.R.S.S. Pourquoi l'U.R.S.S. ? Ce n'est pas bien sûr, et de loin, le seul pays ayant des minorités ethniques. Nous aurions pu choisir la France. Une étude, qui demanderait à être approfondie et actualisée a déjà été faite dans le numéro 2 d'IRL. La grande Bretagne, l'Espagne et bien d'autres pays en auraient pu être choisis. Mais l'U.R.S.S. est intéressante à plusieurs titres. tout d'abord c'est le pays, avec la Chine, qui comprend le plus grand nombre de nationalités : cet Etat regroupe plus de 150 nationalités et on y parle 125 langues. De plus c'est un pays socialiste et il nous a semblé particulièrement important d'étudier le sort des minorités nationales en régime socialiste. Enfin ce régime existe depuis presque soixante ans et cette durée nous permettra de porter un jugement plus valable quant à l'évolution de ce problème.

PREMIERE PARTIE : AVANT 1923

I - Les prises de position avant la révolution

A - Marx et Bakounine

Pour Karl Marx le problème des nationalités est relativement secondaire par rapport à celui de la constitution du prolétariat en tant que classe, aussi trouve-t-on peu de prises de positions à ce sujet dans ses écrits. Bien sûr, tout le monde a lu cette fameuse phrase du *manifeste communiste*:

Comme le prolétariat de chaque pays doit, en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe maîtresse de la nation, il est par là encore national quoique nullement dans le sens bourgeois. Mais cette phrase n'indique en rien le sort qui sera accordé aux minorités nationales, existant dans les Etats bourgeois ou dans les dictatures, une fois la classe ouvrière au pouvoir. Pour Karl Marx et F. Engels, si la classe ouvrière n'a pas de patrie, il est intéressant de noter l'analyse qu'ils font des petites nations slaves. Ainsi dans la *Neue Rheinische Zeitung* au cours du mois de janvier 1849, période de la prise de conscience nationale en Europe, ils écrivent:

Toutes ces petites nations impuissantes et chétives doivent, en somme, de la reconnaissance à ceux qui, selon les nécessités historiques, les rattachent à quelque grand empire.

Nous ne pouvons que constater le cynisme avec lequel Marx juge le sort des petites nations slaves. Il est évident que les mouvements nationaux des années 1840 sont une émanation des bourgeoisies intellectuelles, mais c'est faire preuve d'une bien piètre analyse en terme de classe que de ne pas reconnaître le caractère hétérogène de ces nations. Marx se situait essentiellement dans une perspective de stratégie de concentration politique favorisant la constitution d'un prolétariat concentré.

Par opposition, Michel Bakounine considère le problème de la libération de tous les peuples opprimés comme aussi primordiale que celui du prolétariat du point de vue de la cause révolutionnaire. Pour lui:

Chaque pays, chaque nation, chaque peuple, petit ou grand, faible ou fort, chaque région, chaque province, chaque commune ont le droit absolu de disposer de leur sort, de déterminer leur existence propre, de choisir leurs alliances, de s'unir et de se séparer selon leur volonté et besoin sans aucun égard pour les soi-disant droits historiques et pour les nécessités politiques, commerciales ou stratégiques des Etats. Dans *Fédéralisme, Socialisme et anti-théologie*

Pour M.Bakounine, lutte de classe et lutte de libération nationale sont dialectiquement liées, et le prolétariat ne peut se libérer au plan économique sans se libérer de la tutelle d'une nation opprimante.

Il est inutile de poursuivre en alignant d'autres citations de ces deux grands fondateurs du communisme pour constater que dès le milieu du XIX^{ème} siècle des courants s'opposent sur le problème de la libération nationale: un courant marxiste avec prééminence de la notion d'Etat et un courant anti-autoritaire dont l'Etat, qu'il soit bourgeois ou prolétarien, est un ennemi essentiel mais non unique.

B - Lénine

Peu avant la révolution d'octobre 1917, Lénine aborde le problème de la question nationale lors de la septième conférence du parti en avril 1917. Dans son discours, il réaffirme des positions antérieures prises par le parti et inscrites dans son programme:

Nous affirmons la nécessité de l'Etat; et l'Etat suppose des frontières. L'Etat peut, il est vrai, contenir un gouvernement bourgeois alors qu'il nous faut des soviets. Mais la question des frontières se pose aussi pour ces derniers. Que veut dire « A bas les frontières » ? Ici commence l'anarchie. *œuvres choisies tome 2 éditions de Moscou 1962*

Nous retrouvons donc réaffirmée la notion primordiale pour les marxistes de l'Etat à laquelle s'ajoute celle de frontières nettement délimitées, l'internationalisme devant tenir compte de ces frontières. Que reste-t-il du prolétariat dans la patrie de Karl Marx ? Il ya là comme une opposition entre la pensée marxiste et celle de Lénine, tenant le pouvoir à portée de mains au sujet de l'internationalisme du prolétariat. Pour Lénine, le pouvoir prolétarien connaît les frontières, se fixe les siennes et accepte celles des autres Etats. Cependant la résolution votée à cette conférence fait apparaître, pour la première fois chez un marxiste, le droit à l'autodétermination de toute nation quelle qu'elle soit. Ce droit fut l'objet d'une controverse assez virulente entre Lénine et Rosa Luxemburg. Cette résolution déclare :

A toutes les nations composant la Russie doit être reconnu le droit de se séparer librement et de se constituer en Etats indépendants. Nier ce droit et ne pas prendre des mesures propres à garantir son application pratique équivaut à soutenir la politique de conquêtes et d'annexions. *œuvres choisies tome 2 ed. Moscou 1962*

II - Des débuts de la révolution à la mort de Lénine

A - 1917-1921

A l'éclatement de la révolution les deux courants de pensée vont sembler pouvoir s'exprimer puisque le parti bolchévique fait siens les mots d'ordres avancés par les masses en lutte : **tout le pouvoir aux soviets locaux, la terre aux paysans ! L'usine aux ouvriers ! Et vive la révolution sociale !** Dès le 15 novembre le conseil des commissaires du peuple prenait un décret sur les nationalités, dans lequel était réaffirmé le droit pour les peuples composant la Russie de demeurer dans l'Union ou de s'en retirer. Le libre développement des minorités nationales et des groupes ethniques est assuré. En même temps Staline est nommé commissaire aux minorités avec pour mission de les rassurer.

Mais bien vite le gouvernement bolchévique, malgré ses intentions affirmées dans de nombreux textes officiels, utilisera les différentes nationalités les unes contre les autres. Bien sûr, lors du traité de Brest-Litovsk signé le 3 mars 1918, la Russie perd la Finlande, l'Ukraine, la Pologne, la Lithuanie, la Courlande, la Livonie et l'Estonie soit 26% de sa population.

L'Ukraine connaît dès 1918 un soulèvement populaire à dominante paysanne impulsé par des libertaires. Ce soulèvement dans une région agricole très riche commence par éliminer les derniers grands propriétaires terriens. Une guérilla composée d'ouvriers de paysans et des militants libérés des prisons tsaristes s'implante dans toute cette vaste province. Peu à peu ces différents groupes de guérilla s'unissent sous la bannière de l'un d'entre eux, Nestor Makhno, et prend le nom de Makhnovitchna. Le Conseil révolutionnaire militaire de l'armée makhnoviste dans sa déclaration d'octobre 1919 déclare ceci : **En parlant de l'Ukraine nous entendons cette indépendance, non pas comme nationale dans le genre petliourien (Petlioura était un nationaliste bourgeois qui avait constitué dès 1917 une Rada -conseil- Centrale qui proclame l'indépendance et l'autonomie de l'Ukraine en décembre 1917) mais comme l'indépendance sociale et laborieuse des ouvriers et des paysans. Nous déclarons que le peuple travailleur Ukrainien ainsi que tout autre a le droit de forger sa propre destinée non pas en qualité d'entité nationale mais d'entité de travailleur.** Le mouvement makhnoviste-P. Archinoff. Ed. Bélibaste 1969

Ainsi, un mouvement de masse d'inspiration libertaire affirmait concrètement le droit à l'indépendance tout en distinguant, voire opposant nettement ce droit à celui des nationalistes bourgeois. Dans les faits, l'armée makhnoviste liait étroitement lutte de classes et lutte de libération. Mais le pouvoir bolchévique ne pouvait l'accepter si facilement. De fait il concéda l'Ukraine à l'Allemagne lors du traité de Brest-Litovsk, laissant à leur sort les mouvements révolutionnaires des différents pays honteusement abandonnés, trahissant ainsi les idéaux révolutionnaires prônés à la conférence de Zimmerwald. Il se comportait comme tout pouvoir, traitant avec les grandes puissances comme n'importe quel pouvoir bourgeois. Les masses paysannes d'Ukraine, s'allièrent avec la bourgeoisie de Pétlioura pour combattre les troupes Austro-Allemandes qui placèrent l'hetman Skoropadsky à la tête de l'Ukraine après le traité. Mais une fois la contre-révolution terminée en décembre 1918, les masses paysannes et ouvrières quittèrent les rangs de Pétlioura et s'opposèrent à son pouvoir. Pour les partisans de Makhno seule la lutte était possible entre le mouvement du peuple travailleur-la Makhnovitchna- et celui de la



VOUS SEREZ PRIS pour le Bouffentrain
en toute réunion où l'en s'amuse
en Soirée, à la Noce, à la Fête, si vous possédez le **NOUVEL ALBUM** et son **SUPPLÉMENT**, 165 pages et 400 grav. comiques. **Bonnes Farces, Tours et Trucs épatants, Chansons, Monologues, Piques de Maître à succès, Rouquins à la mode, Produits de Beauté et d'Hygiène, Secrets surprenants du Magétisme, du Spiritisme, de l'Hypnotisme, etc. INVENTIONS NOUVELLES**, que la **SOCIÉTÉ DE LA GAITE FRANÇAISE**, 65, rue du Faub. St-Denis, à Paris (10^e), envoie avec 4 Primes contre 0,30 pour les frais.
VOUS RIREZ — VOUS FEREZ RIRE

bourgeoisie - la petliourovitchna. La lutte des travailleurs ukrainien s'engagea très vite à la fois contre la bourgeoisie Petliourienne et contre la réaction des généraux tsaristes Dénikine, Youdénitch,... Par ailleurs les Bolchéviques étaient peu présents en Ukraine. Ce sont les troupes insurgées d'Ukraine, auxquelles s'étaient joints des détachements de bolchéviques, qui écrasèrent les armées blanches de Dénikine, en septembre et octobre 1919. Dès après, la repression bolchévique s'exerça contre les makhnovistes. Le pouvoir bolchévique demanda alors aux partisans de partir sur le front polonais, ce que ceux-ci refusèrent car c'était ainsi dégager le front sud et partir pour une zone inconnue. Ils furent aussitôt déclarés hors-la-loi et pendant neuf mois jusqu'en septembre 1920, ce fut une lutte sans merci. Le pouvoir bolchevique utilisa d'autres minorités nationale dans sa lutte contre les ukrainiens. Archinoff note :

Afin d'éviter une fraternisation entre l'armée rouge et les makhnivistes, le commandement bolchevique dirigea tout de suite contre ces derniers la division des tirailleurs lettons et les détachements chinois.

Et May Picqeray dans ses souvenirs ajoute :

Plus de deux cent mille paysans et ouvriers furent fusillés par Trotsky autant furent emprisonnés ou déportés en Sibérie.

Ainsi à peine vingt six mois après le décret sur les nationalités, le nouveau pouvoir reniait ses engagements maintes fois répétés. Ainsi apparaissait ce que plus tard certains appelleront le double langage, d'une part celui des écrits affirmant le droit à l'auto-détermination des peuples d'autre part celui de la repression niant dans le sang ce même droit, et dressant les unes contre les autres les différentes minorités de la Russie. Et du côté des insurgés makhnovistes, qu'en est-il ? Lors des derniers combats menés contre plusieurs corps d'armée bolcheviques, alors que l'armée révolutionnaire d'Ukraine avait vaincu mais à quel prix, les armées blanches du général Wrangel dans la presqu'île de Crimée en novembre 1920, les makhnovistes font encore preuve de véritable internationalisme. Dans une longue lettre écrite à son ami Archinoff, Makhno raconte qu'en mai 1921 son combat : se termina par une défaite des troupes de Boudienny (général bolchevique)... ensuite je formais un détachement des originaires de Sibérie et je les expédiais armés et munis du nécessaire en Sibérie.

Contrairement à la pratique de l'armée rouge et de la tchéka, les soldats ne sont pas exécutés mais renvoyés chez eux pour y mener la lutte selon les positions affirmées dès 1919. La naïveté de Makhno est de croire qu'une telle attitude sera comprise par les bolcheviques et que ces soldats renvoyés chez eux pourront réaliser en toute liberté la mission qui leur est confiée.

En mars 1921, le pouvoir bolchevique agira de la même manière par la repression sanglante pour en terminer avec la troisième révolution qui se levait à Cronstadt, fer de lance de la révolution, révolution qui brisera les dernières chaînes liant les mains laborieuses et ouvrira une voie nouvelle pour la création socialiste. (Izvestia de Cronstadt du huit mars 1921) cf sur Cronstadt les deux articles dans IRL No 5 et 6.

Le 8 mars 1921 s'ouvre le dixième congrès du parti communiste russe, Lénine y déclara que **le mouvement était pour les soviets mais contre la dictature des bolchéviks** ce qui ne l'empêche pas de juger ce mouvement contre-révolutionnaire en s'appuyant sur toute une série de mensonges largement répandus depuis le mois de février sur la nature de ce mouvement parti des masses. Lénine comprenait parfaitement le but des marins et ouvriers de Cronstadt dont le mot d'ordre principal était **tout le pouvoir aux soviets et non au parti !** Ainsi pour ces révolutionnaires il était clair que le pouvoir aux bolchéviks avait trahi les aspirations des masses populaires depuis son installation aux rênes de l'Etat « prolétarien ». Les soviets n'étaient plus libres et leur pouvoir avait été progressivement réduit à néant, ils n'étaient plus que des courroies de transmission des ordres venant des Commissaires du Peuple. La thèse d'avril 1917 **tout le pouvoir aux soviets** était devenu lettre morte une fois ceux-ci ayant servi de marche pied à l'accession du parti bolchévik au pouvoir. La Commissarocratie avait succédé au pouvoir des soviets, avant de céder la place à la secrétariocratie. Trotsky, le 5 mars, publia un ultimatum transmis par radio à la population de Cronstadt, dans lequel il déclare :

j'ordonne, par conséquent, à tous ceux qui levèrent la main contre la patrie socialiste, de poser les armes sans délai. Le même jour dans un tract transmis par radio et lancé par avion Trotsky ajoute: **si vous persistez on vous tirera comme des perdrix.**

Ce qui ne l'empêchera pas plus tard de prétendre qu'il suivait l'affaire de Cronstadt de loin. Lénine de son côté avait compris que les Cronstadiens désiraient le retour aux soviets élus librement sans les partis. Le 15 mars il déclara :

là-bas on ne veut ni les gardes blancs ni NOTRE pouvoir, et il n'y en a pas d'autre ! œuvres complètes tome 32 Mais cette reconnaissance du fondement réel de la révolution de Cronstadt, n'empêcha pas Lénine, suivi en cela par l'ensemble du parti, les oppositions comprises, de déverser une somme de mensonges et de calomnies sur les revendications et les faits des Cronstadiens. La flotte de la Baltique, fer de lance de la révolution, devient, du fait de ces exigences, un repère de contre-révolutionnaires, blanc-gardistes, et un suppôt de l'entente. Lors des débats du dixième congrès, Lénine parle longuement de la révolution de Cronstadt mais plus en temps que bouc-émissaire de toutes les difficultés du nouveau régime, qu'en tant que symptôme de la dégénérescence de la Révolution. Ils font taire toutes les opposition à l'intérieur du parti en faisant voter une série de résolutions supprimant toute démocratie ouvrière :

il ne faut plus d'opposition, camarades, ce n'est pas le moment.

Et tout en regrettant la répression, l'Opposition ouvrière d'A. Kolontai et les centralistes démocratiques, votent la condamnation de Cronstadt et vont participer en compagnie de plus de 300 autres délégués à l'assaut final.

Le 16 mars, pour en finir avec la résistance des marins ouvriers et paysans de Cronstadt, Trotsky et Toukhatchevsky utiliseront des troupes venues des provinces lointaines - Bachkirs de l'Oural, Kirghizes d'Asie centrale, chinois, mongols - . Il s'agit d'éviter, tout comme en Ukraine dans la lutte contre les paysans insurgés de Makhno, la fraternisation. Ne comprenant pas la langue russe, ces troupes sont plus faciles à manipuler et ne risquent pas de désertir en masse, les journaux cronstadiens ne les influençant pas aussi fortement que les troupes de la région de Pétrograd. De plus, ces troupes non-russes dissuadent les ouvriers de Pétrograd de manifester leur solidarité active avec les marins.

Ainsi à Cronstadt comme en Ukraine, et ce dès les premières années de la révolution, tout en prétendant défendre le droit des nationalités à l'auto-détermination, le pouvoir bolchevique agit de telle manière qu'il vise à dresser ces mêmes nationalités les unes contre les autres en renforçant l'incompréhension ou même en la créant. Les minorités restées dans l'ancienne Russie voient leurs droits à une vie culturelle et sociale reconnue et développés; quand aux droits politiques ils restent lettre morte. Quand aux minorités à cheval sur la Russie et sur d'autres pays, leur sort s'améliore grâce à l'URSS mais tout en restant dans une conception étroitement bourgeoise.

Ainsi en ce qui concerne les arméniens, peuple qui connut un génocide quasi total entre 1895 et 1918 de la part du pouvoir turc (l'ancien comme celui instauré par les jeunes turcs); l'URSS reconnut l'Etat arménien créé en mai 1918 dans les provinces arméniennes du Caucase mais ne se risqua pas à affronter la Turquie pour la défense du peuple arménien. Bien plus cet Etat arménien dut subir de sérieuses amputations territoriales et fut finalement purement et simplement intégré à l'URSS en décembre 1920. Jamais le pouvoir révolutionnaire ne favorisa la guerre de partisans en Arménie et ne constitua une base d'appui solide pour les arméniens en lutte contre le pouvoir turc. L'Arménie soviétique occupe trente mille kilomètres carrés soit le septième de l'aire arménienne d'avant 1915 et si au début du vingtième siècle il n'y avait que 160.000 arméniens vivant sur le territoire de l'Arménie actuelle, en 1917 ils étaient 780.000 à s'y être réfugiés pour échapper à l'extermination turc. Mais jamais il n'a été question de remettre en cause le statut quo en ce qui concerne ce que depuis tout le monde a appelé la question arménienne.

B - De 1921 à la mort de Lénine

Dès 1921, alors que la guerre civile est terminée et que tous les mouvements révolutionnaires sont contrôlés par les bolcheviques, la répression se tourne contre les communistes non-russes. Staline, alors encore commissaire du peuple aux nationalités affirme de plus en plus son pouvoir et manifeste toute sa brutalité dans ses rapports avec les minorités nationales. En 1921-22, Staline le géorgien et son acolyte Ordjonikidze épurent et russifient le parti communiste géorgien. Durant cette même période le mouvement borotbiste, mouvement aspirant à un communisme national ukrainien, est physiquement éliminé. En 1923 Staline fait disparaître le communiste tatar Sultan Galiev, dirigeant accusé de nationalisme. Ces faits montrent en quelle estime les dirigeants bolcheviques tenaient les minorités nationales et le sort qu'ils leur réservaient. Quand au prétendu nationalisme dont faisaient preuve ces chefs communistes, nationalisme toujours taxé de bourgeois, il suffit de savoir que parfois la seule pratique d'une langue nationale permettait de traiter quelqu'un de nationaliste. En fait, ce que souhaitaient ces minoritaires, était de limiter le rôle du **grand frère russe**, ce **grand argousin**. Et Lénine, bien que n'ayant plus guère de pouvoir au sein du parti, étant quasiment paralysé dès 1922, dénoncera avec virulence ce nationalisme grand russe pratiqué par Staline et bon nombre de membres de la direction du parti. Ainsi, informé des torts causés par Staline (et torts est un euphémisme) écrivit de la question nationale, trois notes datées

des 30 et 31 décembre 1922. Ces notes préludent à la lutte interne qui allait s'engager contre Staline au troisième congrès du Parti en avril 1923. Lénine regrette que la liberté de sortir de l'Union qui nous sert de justification apparaisse comme une formule bureaucratique incapable de défendre les allogènes de Russie contre l'invasion du russe authentique, du grand russe, du chauvin, de ce gredin et de cet oppresseur qu'est au fond le bureaucrate typique. Et Trotsky d'ajouter :

en automne 1922 nous nous préparions à transformer l'Etat soviétique en une Union fédérative de républiques nationales. Lénine croyant nécessaire d'aller aussi loin que possible pour satisfaire les revendications et exigences des nationalités qui, ayant longtemps vécu sous l'oppression, n'en était pas encore remise... Dans ses premières remarques sur le projet de Staline, Lénine fût extrêmement conciliant et modéré. Les réponses de Staline d'autre part dénotaient une irritation marquée. Il reprochait à Lénine sa hâte et aussi l'accusait de libéralisme national. *A propos du testament de Lénine 1932.* Mais à cette époque le problème national restait cantonné dans les hautes sphères dirigeantes du parti, toutes les oppositions à l'intérieur avaient été éliminées, quant aux masses elles ne se manifestaient plus guère depuis mars 1921 et dans les villes, les campagnes des régions « autonomes » la Tcheka et l'armée rouge réglaient les problèmes par la violence et les exécutions. Lors du troisième congrès du parti bolchévique au mois d'avril 1923 une partie des débats fut encore consacrée au problème national et particulièrement ukrainien - minorité d'environ trente millions alors -. Dans le compte rendu sténographié le communiste ukrainien Skrypnik (qui se « suicida » en 1933) fit l'intervention suivante :

l'armée jusqu'à présent reste un élément de russification pour la population ukrainienne et pour toutes les populations allogènes.

Et Boukarine d'ajouter : notre question nationale est devenue particulièrement aigue.

Plus de six ans après la révolution d'octobre la situation n'est guère brillante. On peut toujours objecter que l'URSS avait eu à subir une guerre civile particulièrement meurtrière contre les armées blanches, le blocus des forces de l'Entente, et qu'elle sortait affaiblie de toutes ces luttes. Mais le pouvoir soviétique avait aussi écrasé tout mouvement des masses populaires « aparthédaïres » (pour reprendre une expression issue de l'expérience portugaise) comme toute opposition interne au parti. Un des problèmes fondamentaux posé dès mars 1917 restait sans solution réelle hors mis la répression. La question nationale demeurait posée et sera pour de nombreuses années une des épines de l'URSS. Elle ne sera pas la seule ; le problème du rôle des soviets librement élus, celui de la dictature du prolétariat, de la démocratie ouvrière, de la bureaucratie future « bourgeoise rouge », du « parti de la classe ouvrière » en sont encore de nos jours d'autres.

Il est vrai que durant les premières années qui suivirent la révolution un certain nombre de républiques autonomes sont créées mais toujours intégrées à l'Union Soviétique. Le 13 octobre 1921 la Crimée est créée République Socialiste Soviétique autonome pour le peuple tatar ; le 20 février 1924 est créée la république autonome des allemands de la Volga, et bien d'autres. La constitution promulguée en janvier 1924 affirme que « l'URSS est un Etat fédéral » et son article 74 proclame l'égalité des nations et des races. Mais tout comme pour la fameuse déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, ce ne sont bien souvent que des déclarations d'intention.



L'URSS de 1924 comprendra à la fin de l'année 6 républiques d'union (Russie, Ukraine, Biélorussie, Ouzbék, Géorgie et Azerbaïdjan) et un certain nombre de républiques et de territoires autonomes (entre autres l'Arménie, le Kazakhstan, la Kirghizie, la Tadjikie, et la Turkménie).

Cette fédération et cette autonomie restent très formelles, la première strophe de l'hymne national soviétique l'indique clairement « durable est l'union des libres républiques scellée à jamais par la grande Russie ».

L'appel makhnoviste de mai 1919 reste toujours valable : Paysans, ouvriers, partisans ! vous savez que les travailleurs de toute nationalité, russes, juifs, polonais, allemands, arméniens, etc croupissent tous pareillement dans l'abîme de la misère. Nous faisons la guerre à un ennemi commun : au capital et au principe de l'autorité qui opprime également tous les travailleurs ... nous devons proclamer partout que nos ennemis sont les exploités et les oppresseurs de toutes les nationalités. La bourgeoisie de tout pays et de toute nationalité s'est unifiée pour une lutte acharnée contre la révolution, contre les masses laborieuses de tout l'univers et de toutes les nationalités. (le mouvement makhnoviste d'Archinnoff)

Près de soixante plus tard cet appel prémonitoire garde toute sa force tant du point de vue des classes exploitées que des minorités nationales. Ces deux aspects d'une réalité sociale étant en relation dialectique.

(A SUIVRE)

COMMUNIQUÉS	p.2	N'AVAIT QU'A PAS DESERTER	p.10
FREE THE MURRAYS	p.3	HORIZON 78 ET IDÉES OUVRIERES	p.23
LETTRE DUBLIN	p.4	KALKAR-NEWS	p.24
AUX URNES CITOYENS (jeu)	p.4	LA CONTRAINTES PAR CORPS	p.24
LES FAUCONS PELERINS	p.5	LETTRE OUVERTE	p.25
ESPAGNE: Les Journées libert.	p.6	COMMUNAUTÉS EN ARIÈGE	p.26
Texte sur l'Amnistie	p.7	LES FEMMES ET L'ARMÉE	p.27
POUR UN PEU PLUS DESERIEUX	p.8	LE CHAUVINISME DE	
X,Y AFFAIRES NON RESOLUES	p.8	L'ARGOUSIN GRAND RUSSE	p.28
L'ARMÉE FRAPPE ENCORE	p.9		à 31

DOSSIER MALVILLE p.11 à 22

MALVILLE, C'EST DANS L'ISÈRE	IMPRESSIONS PRISES SUR LE VIF
MALVILLE, NI ECHEC DE LA VIOLENCE	SOMBRE DIMANCHE
NI ECHEC DE LA NON-VIOLENCE	MALVILLE, GRAND RASSEMB. PACIFIQUE
ANARCHISTES TOUJOURS PRÊTS	REFLEXION D'UN "TERRORISTE"
IRL VOUS EN DIT PLUS	APPEL DE GRENOBLE
	EDF-SYNDICATS. MÊME COMBAT??!

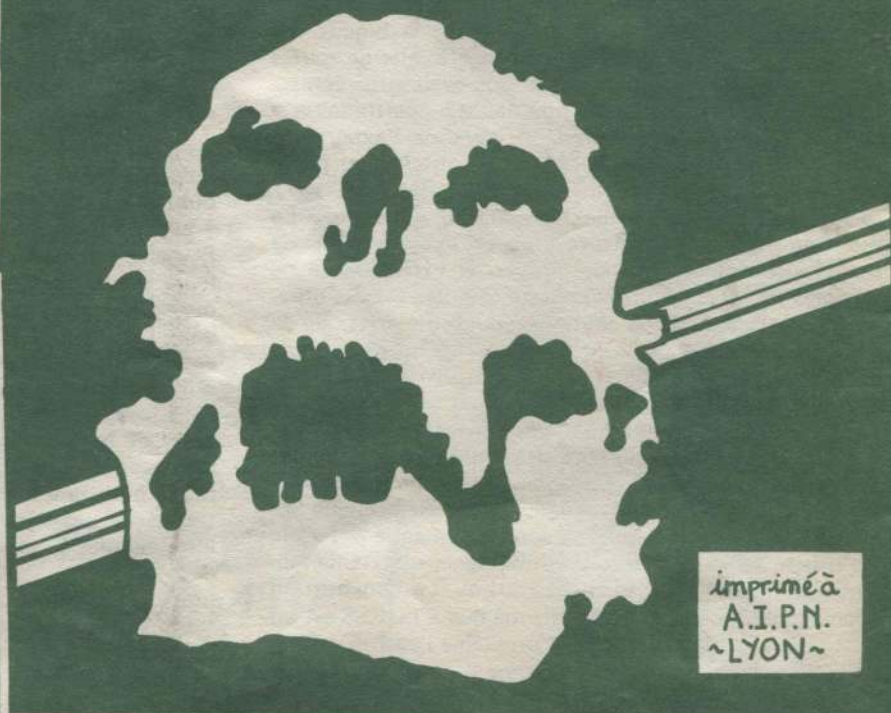
PERMANENCES: TOUS LES
SAMEDI APRES-MIDI...
13 RUE PIERRE BLANC
* 69001 LYON *
ÉCRIRE À: H.L. BP 543
LYON CEDEX 1.69221

**ABONNEZ
- VOUS!**

**1 AN: 20frs
(ou plus!...)**

CCP 2860 02

LYON G. Laurent



imprimé à
A.I.P.N.
~LYON~

directeur Publication: **J.J. GAY**

Com. Paritaire: **55270**